Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Nº 197 1,50 F Belgique : 15 FB

**LUNDI 31 MAI** 

Belgique : 15 FB Commission Paritaire N° 56 942

Tribune préparatoire au II<sup>e</sup> Congrès du PCRml voir p. 2

CONGRES CFDT

# l'orientation réformiste contestée

Ces cinq journées auront été l'occasion d'une sévère bataille pour imposer que soient prises en compte dans le débat les questions centrales qui mobilisent aujourd'hui la classe ouvrière. Ainsi, cet amendement contre la répression des luttes et des militants, présenté par plus de 70 syndicats et rejeté (sous un prétexte fallacieux) par la présidence du Congrès. Ainsi également, cette question d'une véritable union des forces populaires au service des luttes qui fut l'objet d'une intervention très applaudie du syndicat des métaux de Lyon 7º.

En fait, la direction confédérale a tout fait pour empêcher que les luttes de la classe ouvrière soient au centre des travaux du Congrès, allant même jusqu'à refuser que des délégations de travailleurs ne prennent la parole à la tribune.

Le souci de l'équipe Maire était bien plutôt de régler leur compte aux révolutionnaires, à tous ceux qui «ont une stratégie antagoniste avec celle des grandes forces de gauche», et d'essayer du même coup de faire avaliser par le Congrès sa ligne camouflée de soumission au programme commun.

Les manipulations propres aux sociaux-démocrates ont permis de maintenir grosso-modo la même équipe dirigeante, mais la direction confédérale n'est pas parvenue à ses fins. Au contraire ! Au cours de ce Congrès s'est exprimée, souvent de manière confuse mais avec une force incontestable, la voix de ceux qui refusent de s'inscrire dans la stratégie du PS. C'est cette voix qu'il s'agit d'amplifier au lendemain de ce 37° Congrès.

Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement

# LE TIERS MONDE A L'OFFENSIVE



La quatrième session de la CNUCED, Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le développement, vient de se conclure dans la capitale du Kenya, Nairobi. Commencée sous le signe d'un affrontement sévère entre les thèses de Kissinger, et les propositions élaborées en commun par les pays du Tiers-Monde à Manille, cette réunion, sur la question essentielle des matières premières, se soldera probablement par une victoire nette des pays en développement.

Depuis des décennies, ces pays voyaient leurs ressources de base pillées par les puissances impérialistes. La domination des marchés, et les fluctuations de cours provoquées par la spéculation, venaient gravement compromettre ce qui constitue l'essentiel de leurs ressources d'exportation.

Mais ils se sont unis. Depuis la crise du pétrole d'octobre 1973, ils n'ont cessé d'imposer des reculs à leurs adversaires. Ils ont surmonté la division que les Etats-Unis ont tenté d'instaurer dans leurs rangs. Plus, ils ont réussi à briser le front uni des pays industrialisés occidentaux. Ne s'arrétant pas aux propositions trompeuses de l'URSS, qui habille son pillage d'un langage nouà détacher plusieurs pays européens de la solidarité avec les Etats Unis, en s'appuyant sur les réelles divergences d'intérêts existantes.

La CNUCED est une de ces batailles dont on parle moins que de la lutte du peuple palestinien ou des peuples d'Indochine. Elle n'en fait pas moins partie du même courant, qui voit le Tiers-Monde s'affirmer chaque jour plus à l'échelle mondiale. Par les coups répétés qu'elle porte à l'impérialisme, cette force est aujourd'hui la principale composante du mouvement révolutionnaire des peuples du monde.

(voir p.7)

# La France livre une centrale nucléaire à l'afrique du Sud

# AGRESSION CONTRE L'AFRIQUE

La France va livrer à l'Afrique du Sud une centrale nucléaire. Grâce à elle l'Afrique du Sud pourra poursuivre son équipement nucléaire et faire des armes nucléaires. La politique française va donc renforcer aujourd'hui un régime raciste où une poignée de blancs s'emparent des richesses et des terres, et maintiennent les Africains dans la misère. L'Afrique du Sud est une menace permanente contre les pays et les peuples africains.

L'option que la France vient de faire en l'armant constitue donc une véritable agression contre



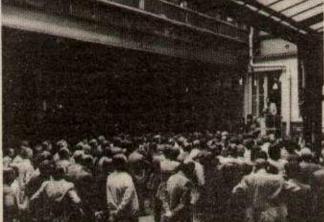
# LA CORSI EN COLERE

Deux siècles qui pèsent lourd

NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL ERIC BRÉHAT

# Presse Parisienne NON AUX LICENCIEMENTS!

Grèves à France-Soir et au Figaro



voir p.3

G.P.



# TRIBUNE DU 2º CONGRÈS DU PCRmI

# AU SUJET DU PROJET DE CAPITALISME D'ETAT DU P«C»F

Nous présentons deux lettres aujourd'hui, la première de notre camarade Camille Noël, un des responsables des Amitiés Franco-Albanaises, qui nous apporte un certain nombre de précisions sur la façon dont les masses édifient le socialisme en Albanie.

La seconde, de nos camarades de Valenciennes, sur un point qui nous semble particulièrement important : le capitalisme d'Etat. Cette notion absente dans le programme du premier congrès représente à notre avis un pas dans l'analyse des marxistes léninistes du projet du PCF, un pas dans la démarcation avec le révisionnisme. Nous souhaitons que sur cette partie du programme s'engage un débat parmi les marxistes-léninistes, les révolutionnaires, qui pourra trouver sa place dans ces

# A PROPOS DE L'EDIFICATION DU SOCIALISME EN ALBANIE

Le dernier paragraphe de la section 3 de notre projet de programme («Les contradictions du monde actuel») consacré à la République Populaire Socialiste d'Albanie, est ainsi formulé: «Aujourd'hui, sous la direction du PTA, la classe ouvrière et le peuple albanais menent la lutte contre le bureaucratisme, pour la révolutionnarisation de l'appareil d'Etat, pour forger l'homme nouveau, renforçant ainsi la dictature du prolétariat».

Je trouve que les acquis de la lutte des masses albanaises pour le renforcement de la dictature du prolétariat ne sont pas assez systématisés. En effet, la lutte contre le bureaucratisme est indissociable d'une lutte beaucoup plus fondamentale, qui est celle du contrôle ouvrier sur tous les aspects de la vie du pays, tant économiques, et soclaux que politiques et idéologiques. La lutte contre le bureaucratisme n'est donc que l'effet d'un formidable investissement par les masses de la superstructure (idéologie et appareil d'Etat). C'est tout le sens de la dernière Constitution, à l'heure actuelle en discussion en Albanie.

On y trouve la sanction de l'avancée des masses albanaises dans la prise en charge de l'appareil d'Etat, s'appuyant sur la pratique de la Commune de Paris. Lénine voulait que la ménagère puisse, sous la dictature du prolétariat, participer elle-même à l'administration et à l'appareil d'Etat : aujourd'hui, c'est la réalité des masses albanaises, qui ont élargi les fonctions des Conseils Populaires, élus et révocables par les larges masses - sur le mode de la Commune de Paris - au point d'en faire, au niveau des districts, l'organe essentiel de l'appareil d'Etat. En Albania, chaque jour, par sa mobilisation et son contrôle vigilant, le prolétariat s'engage toujours plus sur la voie qui mêne de l'administration des hommes à l'administration des choses. C'est un acquis, camarade, qui devrait ressortir dans notre programme.

Camille NOEL

cette notion est d'actualiser, au niveau théorique, la lutte 'qui oppose les révolutionnaires et les révisionnistes se réclamant tous deux du marxisme...

A l'heure actuelle, les révisionnistes français di-Je voudrais faire quelques

Le premier avantage de

Je voudrais faire quelques remarques sur le texte des camarades. Tout d'abord, il ne semble pas distinguer clairement le «programme commun» et sa période éventuelle d'application, de l'établissement beaucoup plus hypothétique du projet de capitalisme d'Etat.

Le P«C»F, même si son projet se distingue de celui de la social-démocratie, a besoin de l'alliance avec le PS pour compter un jour la réaliser. Tel est le sens de l'attachement du P«C»F à la défense du programme commun. Tandis que la social-démocratie - parti charnière - à plus ou moins long terme peut être amenée à composer avec l'équipe gouvernementale en place, à rompre éventuellement avec le programme commun.

Mais si la stratégie du P«C»F est liée au programme commun, cela ne signifie nullement que celui-ci se confonde avec le capitalisme d'Etat : si la «gauche» vient au pouvoir et applique son «programme commun», le P«C»F sera sans doute encore loin de voir se réaliser son projet.

Le programme commun en tant que tel ne présente pas de profondes réformes du sent, qu'avant le socialisme, il est nécessaire d'instaurer une étape de démocratie véritable caractérisée par le programme commun dont l'analyse montre indubitablement qu'il est fondamentalement bourgeois, mais s'agit-il d'une étape nouvel-

capitalisme monopoliste sous sa forme actuelle. Giscard, ainsi n'a pas hésité à y chercher certaines de ses pseudo-réformes. Tandis que les nationalisations, qui auraient pu représenter une certaine transformation dans le sens du projet révisionniste, ont fait l'objet de vives discussions de la part du PS pour en réduire le nombre à une dizaine.

Le projet des révisionnistes ne s'arrête pas à l'application du programme commun pas plus qu'à l'obtention de quelques fauteuils ministériels. En fait, cette étape constitue pour eux uniquement un tremplin pour réaliser leur projet. Tout au moins l'espèrent-ils | Car pour qu'il en soit ainsi, le programme commun devrait se réaliser avec une nette prépondérance du P«C»F. Sinon la socialdémocratie s'opposerait à toute avancée vers le projet du capitalisme d'Etat. On en vient à répondre à la question des camarades de Valenciennes : s'agit-il (le capitalisme d'Etat) d'une étape nouvelle, ultime du CME, ou un simple projet social-démocrate renouvelé?

La social-démocratie, telle qu'elle apparaît renouvelée peut présenter une alternative face à l'usure des partis bourgeois en place, il n'en reste pas moins que son projet de société n'engage aucune refonte du capitalisme monopoliste d'Etat. On connaît bien les liens qui unissent la social-démocratie avec les différentes couches de la bourgeoisie, monopolistes comprises. Aussi son arrivée au pouvoir, si elle se traduit par un changement de l'équipe gouvernementale, ne s'accompagnera pas de tentatives visant à évincer une partie de la bourgeoisie en place. Bref, il n'y aura pas constitution d'une nouvelle bourgeoisie.

le dans le développement du capitalisme arrivé au stade des monopoles, l'Etat rendant caduque l'équation : impérialisme capitaliste = capitalisme monopoliste d'Etat sur le plan intérieur caractérisé par l'hégémonie de la bourgeoisie financière sur

Le projet des révisionnistes

est tout autre. Il s'agit bien

pour eux de reformer le

capitalisme monopoliste d'E-

tat. Leurs propositions, com-

me l'indique la proposition du

programme pour le II\* Con-

grès, vont bien au-delà de

celles rassemblées par le

programme commun. Par

«un élargissement du secteur

capitaliste d'Etat, impliquant

des modifications juridiques

dans la propriété des moyens

de production, par l'éviction

d'une partie de la bourgeoisie

en place», le projet du P«C»F

se distingue donc nettement d'un simple projet social

démocrate. Ce faisant, il

entrainerait une modification

de la classe dirigeante qui

amènerait le P«C»F à compo-

ser avec une partie de la

les autres fractions de la bourgeoisie ? Ou s'agit-il d'une solution nouvelle du C.M.E. comme le pensaient jadis communément tous les marxistes léninistes ne voyant dans le projet révisionniste qu'un projet social démocrate renouvelé ?

bourgeoisie actuellement au pouvoir, tant en restreignant son pouvoir, les attributs des gros actionnaires, etc... au bénéfice des membres de son appareil, des couches d'ingénieurs, de cadres... qui constitueraient alors la nouvelle bourgeoisie.

Avec ce projet, il y aurait donc de nouveaux promus «aux rôles de dirigeant d'entreprise», de nouveaux responsables de l'exploitation des travailleurs. Mais pour la classe ouvrière, il ne peut constituer qu'une extension de son exploitation, un «ultime recours» pour le maintien du capitalisme dans notre pays» qu'il faudra le cas échéant abattre.

R.D.

# POUR VOUS PROCURER LE PROJET DE PROGRAMME COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7 5 F + 2 F de port



### COMMENT PARTICIPER À LA TRIBUNE ?

A l'occasion de la préparation du 2° Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Pauple, vos réflexions et vos critiques, acquis de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de corte Parti I

THE ALC MEDIST C

सिन्नितास्य ट्राप्तितीया ट्राप्तितीया ट्राप्तितीया ट्राप्तितीया ट्राप्तितीया ट्राप्तितीया

JE M'ABONNE

1 an: 300 F 3 mois: 6 mois: 150 F 1 mois:

through ab ecopargion somethe concrete every

Le Quotidien du Peuple Publication du PCRml Adresse Postale : BP 225 75924 Paris Cédex 19

CCP nº 23 132 48 F paris Dir. de Pub. : Y. Chevet - Imp. IPCC Paris Distr. par les NMPP - CP : 56942

333300 VI DIL

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

# Presse parisienne

# NON AUX LICENCIEMENTS

France-Soir et le Figaro n'ont pas paru samedi. Les ouvriers imprimeurs de ces journaux étaient en grève pour protester contre la décision de la direction de ces journaux de se retirer du «Syndicat (patronal) de la Presse Parisienne».

La raison invoquée par les directions de ces deux quotidiens parisiens pour expliquer cette démission est «qu'ils ne pouvaient souscrire, pour des raisons d'équilibre d'exploitation, à l'orientation des discussions actuelles entre le Syndi-

cat de la Presse Parisienne et le Livre CGT». En effet, le Syndicat de la Presse Parisienne, le jour même, venait de décider majoritairement de négocier avec le Comité intersyndical CGT du Livre parisien, sur la modernisation des techniques et sur la garantie de l'emploi des ouvriers imprimeurs. Il ne refusait pas de discuter du sort des ouvriers du Parisien Libéré, en lutte depuis mars 1975. La CGT du Livre parisien décidera lundi des actions à entreprendre.

Le retrait du Figaro et de France Soir du SPP n'est pas un coup de tête : c'est une étape d'un plan longuement mûri, et qui vise à permettre la restructuration de la presse parisienne.

Pour le Figaro, il s'agit de remplacer l'impression à Paris, suivie d'une expédition en province, par huit centres d'édition, répartis dans différentes villes de province; les pages nationales pourraient être imprimées simultanément dans les huit centres, grace à un procédé de facsimile. Cela exige que les procédés actuels de composition soient remplacés par la photocomposition.

Pour France-Soir, de semblables projets de modernisation sont prévus ; il semble même que ces deux journaux aient l'intention de se constituer une imprimerie commune. Mais tout cela ne va pas sans conséquence pour les travailleurs de l'imprimerie, déjà durement éprouvés par le plan Lecat de restructuration-liquidation de l'imprimerie francaise. L'introduction de la photocomposition et de l'offset dans ces deux quotidiens entraînerait la suppression de plusieurs centaines d'emplois dans la presse parisienne. Aux exigences de garantie de l'emploi présentées par les travailleurs du livre, le SPP répondait en mars par cette proposition provocatrice: mise à la retraite anticipée dès 57 ans, mutations entre catégories professionnelles (donc déqualification), et licenciements du personnel «excédentaire» avec indemnités. Ces propositions ayant été rejetées le 16 mars dernier par le Comité intersyndical du Livre parisien, les dirigeants de France Soir et du Figaro décidaient l'épreuve de force.

Amaury, propriétaire du

Parisien Libéré, leur avait montré la voie. Ils se retirent du SPP : n'étant plus liés par les accords de celui-ci avec la CGT du livre, ils vont pouvoir la mettre sur la touche, violer son monopole sur l'embauche. Ils voudraient pouvoir licencier le personnel que les nouvelles techniques rendront superflu, et embaucher des composeurs moins qualifiés et moins payés que les linotypistes. A terme, si le projet du Figaro, de centres de diffusion en province, se réalise et se généralise, ce sont également les travailleurs des Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne qui sont menacés. Actuellement, sur les 3.800.000 quotidiens imprimés chaque jour à Paris, les deux tiers environ sont expédiés en province par les NMPP: c'est sur cette expédition que Le Figaro veut réaliser des écono-

C'est donc dans une grande offensive contre les ouvriers de la presse parisienne que s'engagent Ferry, de France-Soir, et Hersant du Figaro. Ils veulent faire payer à ces travailleurs les difficultés de la presse parisienne, et la rentabiliser sur leur dos. Ils savent pouvoir compter sur le gouvernement : Ponia n'a jamais ménagé ses flics pour imposer la sortie du

Le syndicat de la Presse Parisienne, syndicat patronal regroupe les directions des principaux journaux «parisiens», c'est à dire les journaux nationaux, imprimés à Paris. Avant que France-Soir et le Figaro ne quittent ce syndicat, le Parisien Libéré avait montré la voie, peu de temps après Amaury tentait son coup de force contre les imprimeurs du Parisien Libéré. La seconde étape du plan Amaury consistait à assurer la distribution de son journal sans passer par les NMPP, il semble que ce soit aussi l'intention de Hersant le patron du Figaro.

LE PS ET L'ENA : SUITE :

C'est Debré qui, à la suite de Peronnet réagit aux propos de C. Estier du PS, sur l'ENA. Peronnet vient de parler à ce sujet de «procédés lamentables». Dans une touchante unité, Debré, à son tour, veut prouver que la fonction

publique est apolitique. Elle «a des traditions exceptionnelles de sérieux. Il n'y a pas de choix politique, de considération politique». Avec toutes les dénégations, on va finir par croire que la majorité veut prouver que l'Etat est au-dessus des classes.

d'Amaury malgré la lutte des ouvriers du «Parisien».

Pour arriver à leurs fins, ces messieurs cherchent à liquider la CGT de la presse parisienne. Ils feraient ainsi d'une pierre deux coups; ils retire-raient au PCF un de ses atouts, en cas d'épreuve de foice dans la lutte pour le pouvoir : le contrôle qu'il exerce, par l'intermédiaire de ses hommes dans la CGT de la presse parisienne et des NMPP, sur l'impression et la diffusion de la presse de diffusion nationale.

Face à cette offensive des patrons de la presse,

face aux manœuvres et à la démagogie des révisionnistes, nous soutenons résolument la lutte pour l'emploi des ouvriers de la presse parisienne.

Paul GAUVIN

Le Comité Intersyndical du Livre CGT regroupe les différents syndicats de métiers de la presse sur la région parisienne. Il exerce, le monopole de l'embauche reconnu à la FFTL à la libération. En vertu de cet accord, le syndicat du Livre embauche les ouvriers de la presse, organise leur répartition sur les différents journaux selon les besoins qui sont variables d'un jour à l'autre. Le syndicat du Livre a imposé cet accord à la libération sur la base du rapport de forces existant : les ouvriers du Livre étaient en grande majorité syndiqués et la bourgeoisie ne pouvait faire autrement que de passer par lui pour sortir sa presse.



Défense nationale

# MARTINET PROPOSE UN PACTE DE SÉCU-RITÉ COLLECTIVE EN MEDITERRANNEE

Gilles Martinet, secrétaire national du PS, revient à la charge à propos de l'utilisation de l'armée pour défendre «l'évolution démocratique» des pays méditerrannéens, au cas où la gauche viendrait au pouvoir. Il répond aux critiques de Lehideux, des Républicains Indépendants, qui lui avait reproché de vouloir créer une gendarmerie politique en Méditerrannée.

Martinet, dans la revue «Faire», écrivait en effet : «Il faut disposer de cette capacité d'action rapide et efficace qui a manqué terriblement au gouvernement du Front Populaire. Trois divisions d'assaut entrainées dags un esprit offensif et disposant d'importants moyens de transports navals et aériens devront être formées et équipées». Martinet précise cette fois sa pensée: «C'est pour garantir l'évolution démocratique de cette partie de l'Europe que le futur gouvernement de la gauche devrait, à mon avis, envisager la négociation d'un pacte méditerrannéen de sécurité. Ce qui entrainerait de toute évidence une certaine modification du dispositif militaire français».

Tout dépend, en la matière, de ce qu'on appelle «l'évolution démocratique» des pays méditerrannéens. On sait que, pour le PS, qui appartient à l'Internationale socialiste, des pays comme la RFA, la France, l'Italie, le Portugal actuels sont des pays démocratiques.

On se demande, dans ces conditions, ce que pourrait signifier un pacte de sécurité, quand la gauche serait au pouvoir, sinon une assurance, passée entre les régimes sociaux-démocrates, pour endiguer une montée révolutionnaire dans les pays méditerrannéens en question.

Cet aspect de la doctrine militaire du PS n'est pourtant pas officialisé, comme d'ailleurs le reste de la doctrine de ce Parti. Depuis, en effet, la signature

jaunes et du directeur du

foyer que les grévistes

«faisaient régner la ter-

du Programme commun, le PS n'a pas procédé à un exposé officiel complet de ses conceptions en matière de défense. Hernu, et les Conventions pour l'armée nouvelle ont été chargés de définir petit à petit une nouvelle doctrine : aujourd'hui le PS est partisan de la force nucléaire, et, Hernu disait récemment, à un colloque du Front Progressiste : «il faut quitter l'alliance, il faut démanteler les deux blocs, pas un seul, pour préconiser une politique de sécurité collective». Autrement dit, tant que les deux blocs ne sont pas dissous, le PS préconise de rester dans l'Alliance atlan-

Le PCF, pour sa part, sans avoir révisé ses conceptions, est en train, selon l'aveu de Marchais à la télévision, après les dernières déclarations de Baillot sur la force nucléaire, de revoir entièrement sa politique militaire. Ce qui est à replacer dans les nouveaux rapports avec les soviéti-

D'autre part, comme le programme commun le préconise, la gauche au pouvoir réduirait le service militaire à 6 mois.

Ainsi, sur de nombreux points, le PS, et peut-être le PCF, auront des conceptions proches de celles d'une partie de la coalition giscardienne. Tant sur le service militaire, que sur la force nucléaire et sur le rôle de l'alliance, en effet une partie notable de l'UDR ne défend pas des conceptions éloignées.

# L'EXPULSION DE MOUSSA KONATE DEVANT LE CONSEIL D'ETAT

Le cas de Moussa Konate, un des résidents Sonacotra expulsé de France le 16 avril dernier, cueilli au réveil, jeté dans un commissariat de police, puis mis au premier avion direction Bamako, a été discuté hier par le Conseil d'Etat. L'intéressé toujours sous le coup d'une procédure d'expulsion était absent. Mais depuis le Mali, il avait déposé un recours contre cette expulsion. Maître Lyon Caen, son avocat, plaidait pour lui. Moussa Konate était résident au fover Sonacotra de Pierrefitte (Seine Saint Denis), il a joué un rôle actif dans la grève des loyers entamés

par les travailleurs depuis septembre 75. Il militait à la CGT. Son avocat évoque les conditions de logement scandaleuses des résidents: «des chambres de 6 m², deux douches pour 20 résidents, visites interdites, un gérant sous-officier en retraite ou ancien des paras qui tient lieu de garde chiourme».

Maître Georges, parlant au nom du ministre de l'intérieur a développé cyniquement son argumentation: «comment surseoir à l'exécution d'up arrêté déjà exécuté ?» I Il tente besogneusement de démontrer, grâce aux «témoignages» de résidents

reur». Pour le représentant de Ponia, l'expulsion s'imposait «pour éviter l'agitation», car «Moussa Konate mettait en danger la sécurité de plusieurs personnes». L'attitude du commissaire du gouvernement, pour qui le ministre de l'intérieur devait «au moins exposer le bien fondé de sa décision» traduit la «géne» du pouvoir pour justifier une répression aussi brutale et après la riposte massive des résidents dans la rue et les foyers. Le Conseil d'Etat doit rendre son arrêt le 18 juin.

# LUTTES OUVRIÈRES

NORD PAS-DE-CALAIS:

# LA GRÈVE A ÉTÉ TOTALE PENDANT DEUX JOURS

# LE RENOUVEAU DES LUTTES DANS LE BASSIN MINIER

Le mouvement de grève générale de 48 heures dans le bassin minier du Nord Pas-de-Calais a connu une très large participation des mineurs comme en attestent les chiffres : 80 % dans l'unité de production de Lens, 85 % dans l'unité de production de Courrières... Même la direction n'ose pas contester ces chiffres. Preuve que les mineurs souhaitaient le moment d'en découdre avec les Houillères. A chaque prise de poste, ces deux jours, ce sont donc la plupart du temps des cars vides qui s'arrétaient aux grilles des puits.

«Les mineurs seraientils moins combatifs qu'en 41 ou 63 ?», demandait Jules, mineur retraité, «certainement pas / C'est un but qui fait marcher les gars et les raisons de se battre, il n'en manque pas /» Depuis plusieurs semaines, la volonté d'un mouvement uni des mineurs nourrit les conversations : «Faudrait faire comme en 63»... 63, pour les mineurs, c'est le souvenir d'une lutte d'un mois et demi contre la réduction du pouvoir d'achat au moment où était déjà connu le plan de liquidation des puits. De Gaulle avait décidé la réquisition des mineurs et il s'en suivit un formidable soutien des travailleurs de toute la France qui fournissaient vivres et argent.

La leçon qu'en tire les mineurs, un ancien délégué CFDT la résume ainsi : «Les gars n'ont pas plié, De Gaulle n'a pas pu mettre ses menaces à exécution. Si je me souviens bien, on avait obtenu cer-

tains avantages non négligeables. En fait, ajoute-til, le mouvement aujourd'hui, il permet, à mon avis, de redonner un peu plus confiance aux mineurs. Les gars, pris individuellement, ils vont sentir que les autres à Lens, à Bruay, pensent pareil. Ça permet de mesurer qu'il y a dans le bassin un même état d'esprit pour la lutte, ça aide un peu à faire l'unité des gars. Mais, bien sûr, il faut montrer jusqu'où ça peut aller tant qu'il y a la puissance de la direction de la CGT comme aujourd'hui».

L'Union Régionale CGT des syndicats de mineurs a appelé à la grève générale dans le bassin une semaine et demi après le démarrage de la grève dans l'UP de Courrières. Au terme de ces 48 heures, ils appellent ce matin à des assemblées sur le carreau de chaque fosse. Pour beaucoup de mineurs, tant à Sallaumines qu'à Lens, les propositions de la CGT ne feront guère de doute : célébrant «la magnifique grève des mineurs», et en l'absence de

rentrer les gars de Sallaumines, et pour ne pas leur donner le sentiment d'avoir tout perdu mais qu'ils étaient soutenus», disait un mineur d'Oignies. «C'est une grève soupape. Parce qu'ils ont senti, au moment des élections des délégués mineurs, qu'il y avait de la colère chez les travailleurs. Mais ça ne les intéresse pas d'aller plus loin. Après tout, ils se sont maintenus aux élections qu'est-ce qu'ils auraient intérêt à chercher de plus» remarque un jeune

mineur de Sallaumines.

En fait, la grève ces deux jours indique nettement une combativité qu'on n'avait pas vu dans le bassin jusqu'à ces dernières années, elle est aussi, pour les gens du P«C»F dans la CGT, le signe de difficultés à mesure que les mineurs développeront leurs aspirations à la lutte et s'opposeront à ceux qui ne veulent pas défendre véritablement l'intérêt du mi-

Julien LEBLOND



# BOURGOGNE-ELECTRONIQUE 3º RÉUNION DU COMITÉ DE SOUTIEN AUX 23 LICENCIÉS

Le comité de soutien pour la réintégration des 23 licenciés de Bourgogne Electronique a tenu sa 3ème réunion vendredi soir à l'UL CFDT à Levallois. En plus des travailleurs ou représentants de sections d'entre-prises participant au comité, étaient présents à notre réunion une ouvrière licenciée de Bourgogne Electronique de passage à Paris.

L'ensemble des initiatives prises depuis la dernières réunion a été examiné. Des camarades de plusieurs centres FPA ont fait signer l'appel des 23. A PUK-Levallois un projet de motion de soutien et de collectes est en discussion dans les sections CFDT et CGT. Des étudiants de la faculté de Clignancourt ont élaboré un texte d'information et de soutien qui sera intégré dans leur journal et diffusé prochainement.

A l'appel de la seule section syndicale CFDT, un débrayage a eu lieu mercredi dernier à la Thomson CSF à Levallois, 480 F ont été collectés. Les camarades de LTT à Conflans (filiale Thomson) ont engagé un travail de popularisation de la lutte des 23, une diffusion de tracts est prévue pour cette semaine.

Un camarade de la Thomson CSF de Levallois ayant assisté à la réunion de l'intertrust en a rendu compte au comité. Une affiche de soutien aux 23 a été réalisée. Une manifestation centrale à Paris est à l'étude.

Partout dans leur entreprise, les camarades développent l'information et popularisent la lutte des 23 (diffusion d'un tract du comité et collage de l'affiche de l'inter Thomson CSF CFDT). Dans les jours qui viennent l'ensemble du comité s'est engagé à développer la solidarité financière.

D'autre part des camarades ayant participé à la réunion du comité de soutien des licenciés des «Câbles de Lyon» (Clichy) ont rendu compte des discussions engagées pour la préparation d'un meeting, et conférence de presse communs pour le soutien des «licenciés Durafour» et contre la répression des travailleurs en lutte (appel de la section CGT des Cables aux travailleurs licenciés : Bourgogne Electronique, Paris-Rhône, Bourgeois Besancon, etc...) Ce meeting aura lieu le 12 juin à Clichy (92). Ce projet sera soumis à la discussion lundi 31 à la réunion du comité de soutien des Cables. Réunion à laquelle sont mandatés les camarades de notre comité. Notre comité a décidé de se réunir tous les vendredis à 18 h 30 à I'UL CFDT Levallois (Bourse du travail) 140 rue Marius Auffan, métro Pont de Leval-

toute proposition d'action claire, ils prôneront la reprise du travail. Alors, pourquoi la direction de la CGT s'est-elle tenue dès le début à circonscrire le mouvement dans les limites d'une grève de deux jours, quand la CFDT, de son côté, bien que minoritaire mais s'appuyant assurément sur la volonté de lutte des mineurs lançait son appel à la grève générale limitée : «Ils ont, à mon avis, voulut faire un bouquet final pour faire

Le mouvement, parti dès le int 13, à la prise du poste le matin, est toujours massivement suivi par les mineurs. Sur 700 mineurs, à peine 70 descendaient travailler samedi matin. Depuis plus de deux pa

AU 5-13 DE SALLAUMINES...

di matin. Depuis plus de deux semaines que la fosse est lock-outée, les ouvriers l'occupent.

Pourtant, les travailleurs rencontrés samedi après-midi ne cachaient pas leur sentiment d'une incertitude sur l'avenir immédiat de la lutte : «Ca s'effrite», «On reste là toute la journée, des fois même jusqu'à deux heures du matin et on ne fait rien». «Les gars ne descendent pas. mais ils viennent de moins en moins au puits». Pourquoi ? «Rien n'est proposé aux mineurs, alors, ils ont l'impression qu'ils sont inutiles dans la lutte, que la victoire peut se faire toute seule», se plaignait un jeune mineur qui ajoutait : «Il ne semble que des choses qu'on pourrait faire, c'est par exemple rassembler tous les mineurs et monter à Douai à la Direction Générale. Ça, ça intéresserait

Les permanents de la CGT,

interrogés sur cette absence de perspectives, sur cette lente démobilisation des mineurs du 5-13 en rejettent la responsabilité sur l'intransigeance de Hecquet, grand patron des Houillères! La seule perspective qu'ils se sentent en mesure d'offrir, c'est le vote à bulletin secret ce matin comme dans toutes les fosses du bassin. Mais ce mouvement de grève démarré par une journée dont ils avaient pris l'initiative, les étonne aussi par sa durée : «Oui, mais ça se comprend, explique un permanent CGT, ça a toujours été une bonne fosse ici !»

Et les révisionnistes doivent compter avec une jeune opposition de syndicalistes regroupés au sein de la CFDT mais, présents également au sein de la CGT et qui refusent la tendance au compromis vite bâclé, de la direction CGT, au nom de la «préservation de l'unité des mineurs»: «on ne fait pas grève pendant deux semaines seulement pour faire peur au patron, comme le fait croire la CGT. Qu'ils n'oublient pas qu'on a des revendications 1»

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

les gars».

## NOUVEL ÉCHEC DU GOUVERNEMENT : 11 % DE HAUSSE EN 1976

D'après Giscard, nous serions sortis de la crise. Pourtant le chômage reste à un niveau élevé, le déficit commercial subsiste et la hausse des prix se maintient.

Au premier trimestre, la hausse a atteint 2,9 % ce qui correspond à un rythme de 12 % par an. En avril, la hausse a été de 0,9 %. Et cela va continuer, D'après les dernières prévisions du Ministère des Finances, l'inflation devrait atteindre 10,9 % en 1976. Les produits industriels n'augmenteraient que

de 8,7 %. Par contre l'alimentation (11,3 %), les frais de santé (12,5 %), les loyers (12,3 %) et les services (13,6 %) augmenteraient à un rythme rapide.

La reprise fragile qui se dessine actuellement ne sigratie donc nullement la fin des difficultés pour les travailleurs. Fourcade jurait d'arriver à une hausse inférieure à 10 %; ce nouvel échec confirme tout le sérieux qu'on peut attribuer à ses propos.

• TRAIN DE HAUSSES ET EAU MOINS CHE-RE: Les vins rouges de consommation courante, les plats cuisinés surgelés augmentent de 4 %. Les laits thérapeutiques de 4,5 %, certaines spécialités de médicaments non remboursables par la Sécurité Sociale de 9 à 11 %, les papiers photographiques de 4 %. En «échange» Fourcade fait savoir que le jambon va baisser de 2,75 à 3% selon les morceaux. Compte-tenu de la quantité d'eau incluse dans le jambon, cela veut dire que l'eau sera moins chère. A moins que l'on en rajoute!



# LA CFDT AUJOURD'HUI

# MOTION **CONTRE LA REPRESSION PRESENTEE PAR** PLUS DE 70 SYNDICATS

interventions sur le rapport général, Edmond Maire a reconnu que «le débat général a montré la gravité des menaces qui pèsent sur les libertés dans les entreprises et dans la vie publique de notre pays : «Un pouvoir menacé est un pouvoir dangereux», disait-il.

Seulement, entre cette déclaration et la réalité, il y a une marge que le bureau national n'a semble-t-il pas voulu franchir.

C'est pourquoi une motion contre la répression a été présentée par plus de 70 syndicats. La présidence n'a pas voulu le prendre en compte.

Cette déclaration précisait : «Face au développement et à l'approfondissement des luttes des travailleurs, le pouvoir et le patronat étendent la répression et veulent faire

Dahs sa réponse aux plier le mouvement de pos de l'armée, de milimasse. Ainsi :

licenciement de délégués C.G.T. et C.F.D.T. (Bourgogne Electronique Dijon, Cables de Lyon de Clichy, Paris-Rhône...), intervention des CRS et de la gendarmerie, expulsion des grévistes occupant les entreprises, demande de dommages et intérêts aux syndicats en cas de grève, intervention des milices patronales et de la CFT...

expulsion de travailleurs immigrés, entre autres de la SONACOTRA,

- arrestation et inculpation de nombreux miljtants paysans, inculpadu viticulteur tions Teysseire toujours incar-

multiplication des agressions policières contre le mouvement étu-

inculpation devant la cour de «sureté» de l'Etat et détention de soldats et de militants C.F.D.T. et C.G.T. et politiques à protants corses (Siméoni), de Marxistes-léninistes de Lorient (Le Gal), de militants bretons ...

sanctions pour fait de caux à l'EGF et contre les agents de la SNCF...

C'est pourquoi ces syndicats exigeaient du

Il exprime sa solidarité totale à toutes les victimes de la répression que la bourgeoisie intensifie face à la montée des luttes. Qu'il s'engage à dévelop-

militants emprisonnés et la levée des inculpations,

la dissolution de la cour de sureté de l'Etat,

travailleurs licenciés,

migrés !

grève de militants syndi-

37ème congrès que

per la lutte contre la répression et exige immédiatement : la libération de tous les

la réintégration de tous les militants syndicaux et

- l'annulation des expulsions de travailleurs im-

Union Régionale Interprofessionnelle URI Languedoc-Roussillon, Métaux Orléans, FGA Finistère, Communaux Morbihan, Services centraux EDF-GDF, Administration centrale du Ministère de la Justice, Chambres du commerce, BETOR-PUB (RP), SG Recherche Agro (INRA), Equipement R.P. d'EDF-GDF. Police Parisienne. Chimie Denain-Valenciennes. Chimie Arras-Bully-les-Mines. Chimie Cambrai, Chimie Samer (62), Commerce Loiret, Métaux Lyon 7\*, Métaux Dijon, Chimie Loiret, Ile de France Sud EDF-GDF, Sécurité Sociale Ille-et-Villaine, Cheminots Nîmes, Personnel de la Navigation Aérienne. Cours et Tribunaux. Enseignements Privés Paris. Enseignements Privés Essonnes. Enseignements Privés Hauts-de-Seine. Tabacs du Mans. Tabacs Châteauroux. Tabacs Lyon. Centre d'essais des Tabacs de Fleury-les-Aubois. Cheminots Juvisy. Cheminots Les Aubrais. Cheminots Vierzon et Bourges. Santé: Administration Centrale de la Préfecture de Police. Santé Belfort. Chimie Belfort. Métalux Grandvillers (90). Métallurgie Beaucourt. Métallurgie Belfort. Cheminots Dôle. Métallurgie Dôle. Construction Dôle. Chimie Tavaux. Santé Doubs. Métallurgie et Horlogerie (Besançon). Banque du Doubs. Port de Toulon (Défense Nationale). Construction (13). Métallurgie (Aix-en-Provence). Syndicats Métaux Beauvais, Laon, St Quentin, Chauny, Albert, Amiens. Syndicat Chimie Amiens. Syndicat Service Amiens. Syndicat Santé Sociaux Nièvre. Syndicat PTT Val de Marne. Syndicat Banque Gironde. Syndicat alimentation Gironde. Syndicat PTT Gironde. Syndicat Griffet Marseille. Sécurité Sociale Picardie. Chimie Oyonnax, Etudes et Recherches EDF-GDF.

# LA FRANCE DES LUTTES... DANS UN COIN DU CONGRES

Près de l'entrée du hall du Congrès, les «Lip» étaient là à vendre leurs montres avec des panneaux sur leur entreprise. Ils n'avaient pu, ni se faire entendre, ni se faire accepter à part entière dans l'enceinte du Congrès !

Nombreux sont les congressistes qui sont venus débattre avec eux, manifestant ainsi leur déception sur le déroulement de ce Congrès : car, des luttes, il n'en fut pas question! Seuls Griffet et Gambin après une dure bataille, avaient obtenu un temps de parole !

doc-Roussillon, il fut répondu que... la motion aurait dû être, conformément aux statuts, déposée trois mois avant le Congrès I

A un amendement du «syndicat des affaires sociales» portant sur la nécessité de préparer une contre offensive populaire contre le régime, et accusant la confédération de bloquer le débat, il fut répondu par le Bureau national sur le thème : «la base n'est pas prête, seule une minorité engage la lutte, cela ne serait pas réaliste ! Nous à la CFDT, on sait

- le rattrapage des salaires des mineurs du Nord-Pas de Calais qui accusent un retard de 15 à 20% par rapport à ceux des autres bassins miniers

l'uniformisation et la revalorisation des avantages en nature

l'amélioration des conditions de travail, hygiène et de sécurité

la revalorisation des classi-

Ce conflit confirme que la CFDT avait raison d'insister, au cours des derniers mois,



Comment construire un mouvement d'ensemble capable de faire reculer la bourgeoisie sur nos revendications? Comment lutter contre la répression ? Telles n'étaient pas les préoccupations des dirigeants de la Confédération ! Ainsi, à une motion reprenant tous les cas de répression (Bourgogne-Electronique, Paris-Rhône, paysans emprisonnés...) soutenue par 70 syndicats et l'Union Régionale Langue-

### **COMMESILE CONGRÉS N'AVAIT PAS EU LIEU**

Le bureau national a élu la commission exécutive de la CFDT. Comme si le congrès n'avait pas eu lieu, un certain nombre de dirigeants sévèrement contestés par le congrès souvent hués par la salle sur des questions aussi importantes que les problèmes internationaux, le bilan de la CFDT ou «l'opération des assises», ont été pourtant reconduits dans leurs fonctions. C'est le cas de Jacques Moreau pour le secteur dit «politique» ou René Salanne pour le secteur international et qui ne compte pourtant plus les camouflets reçus dans ce congrès !

Comme prévu, c'est un homme de la fédération générale de la métallurgie, Albert Mercier, qui va venir doubler Jeannette Laot au secteur revendicatif et prendre en main les affaires dans le sens que souhaite Jacques Chérèque !

prendre nos responsabilités, faire face aux échéances»...

Seule la fédération des mineurs a pu profiter du Congrès pour diffuser un. communiqué sur leur lutte : «La fédération des mineurs CFDT constate l'ampleur du mouvement de grève qui s'est développé dans le Nord et le Pas de Calais et qui porte sur :

le respect et la liberté du droit syndical

sur la nécessité d'engager une nouvelle étape de la revalorisation de la profession minière. La fédération des mineurs CFDT souhaite que cette action puisse se développer dans l'unité d'action la plus large. Il est évident qu'elle prendra toutes ses responsabilités pour engager, le moment venu, la coordination de la lutte pour obliger la direction des Houillères à engager des négociations sérieuses sur les revendications des mineurs».

## CHANTONS AU CONGRÈS

Pour répondre à l'intervention d'Edmond Maire : «...les groupes d'extrème-gauche qui, comme des coucous, veulent pondre leurs œufs dans le nid de la CFDT...», des congressistes opposés au bureau national, ont rédigé cette chanson qu'ils reprenaient en chœur pour saluer l'apparition des têtes les plus connues du PS ou assimilés :

> 73-76. coucou nous revoilà coucou Edmond (bis)

Après 76, tout le congrès dira coucou, noussommes tous là

## COMITE DE LIAISON ET D'INFORMATION SUR LA SANTE ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

SANTE SECURITE

La brochure du CLISACT (64 pages) vient de paraître. A son sommaire, les dossiers des Assises sur les accidents de travail et les maladies professionnelles, différentes études et témoignages sur la sécurité, les actions et les buts du CLISACT.

Commander-là au CLISACT : 56, rue des Guipons

94 800 Villejuif - 6 F + 2 F de port

l'BN d'une voix lointaine diraàc'momentlà coucou Edmond, on est plus là !

# UN CONGRÉS MANIPULATOIRE

Basé sur une démagogie qui voulait faire l'unité d'une majorité du congrès face à la montée de la gauche syndicale dans la C.F.D.T., Edmond Maire n'a pas hésité à caricaturer les militants révolutionnaires, les accusant d'entrisme et de vouloir conquérir l'appareil, tout en minimisant leur rôle de militants de masse. Caricature suivie dans le choix de l'amen-

dement sur les «avant-gardes

éclairées». Se battre contre cet amendement signifiait pour la majorité du congrès qu'il y avait effectivement liaison entre les «avant-gardes» et l'action putschiste. L'assimilation étant faite, de là à nier à la gauche syndicale tout caractère de masse, il n'y eu qu'un pas que grand nombre de congressistes fi-

Le nombre de syndicats

n'ayant pas débattu démocratiquement, et la démission de certains d'entre eux, confiant leur mandats à des «notables» de l'organisation (permanents d'UL ou autres), a contribué à un suivisme du congrès par rapport à l'exécutif confédéral qui est en fait, la plus forte, «avant garde éclairée».

Que dire du fait que très peu de boites en lutte se sont exprimées ? A-t-on peur que

les travailleurs en lutte, à travers leur expérience vécue, amènent un peu trop brutalement la contradiction face à nos «bureaucrates éclairés».

La coordination des boites en lutte poserait-elle trop le problème de la juste nécessité de «l'hégémonie de la classe ouvrière».

> des délégués au congrès de la région Nord.

# **ENQUETE ET REPORTAGE**



# LA CORSE EN COLERE

(1)

par Eric BREHAT

# DEUX SIECLES QUI PESENT LOURD

Ponte Novu, 9 mai 1769. Ce lieu et cette date évoquent pour de nombreux corses la liberté perdue, à la suite de l'écrasement par les armées du roi Louis XV des paysans corses, menés par le «général patriote» Pasquale Paoli. Et, fait caractéristique de ces dernières années, l'anniversaire de Ponte Novu est l'occasion de rassemblements importants, au sens d'autant plus lourd, le 9 mai 1976, qu'il se déroulait à la veille du procès d'Edmond Siméoni et de ses camarades.

L'histoire pèse sur les luttes qui se déroulent en Corse aujourd'hui. La culture que s'est forgé le peuple Corse est encore profondément enracinée. malgré toutes les tentatives de la réduire à un folklore pour touristes. Mais c'est encore dans l'histoire «proche» de l'époque actuelle, c'est-à-dire dans la façon où le capitalisme français a transformé une île autrefois relativement riche et homogène en un simple réservoir d'hommes, puis, plus récemment a tenté d'en faire un gigantesque parc à touristes, qu'il faut chercher les véritables causes de ces luttes.

Nombre des traits qui caractérisent l'histoire de la pénétration du capitalisme en Corse se retrouvent dans d'autres régions, Bretagne, Pays d'Oc, etc..

L'insularité, certains aspects particuliers de la structure de domination idéologique des masses, tels les clans, et surtout la rapidité avec laquelle le capitalisme a imposé la transformation agricole et touristique, depuis les années 60 ont créé cependant une situation très spécifique, qu'on ne retrouve pas nécessairement dans les autres régions. ACHETEE A TEMPERAMENT...

L'histoire de la Corse du Moyen-áge se caractérise par présence massive et la lente évolution de communautés rurales d'agriculteurs et d'éleveurs. Grâce aux luttes paysannes, la féodalité avait disparue au XVème siècle, au moment où la République de Gènes pris possession de la Corse. Les «tours Génoises» qui bordent le littoral et l'existence de vieilles familles génoises implantées en Corse rappellent la période de cette domination.

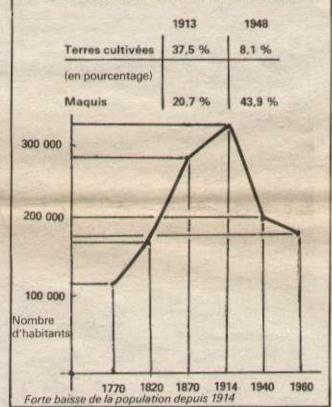
En 1730, en raison de l'intransigeance de Gènes devant la volonté de la bourgeoisie agraire Corse de diriger l'île et sous la pression des révoltes paysannes, la Corse se déclare indépendante. C'est la république de Pascal Paoli.

Pour Gênes, la Corse est perdue. Et en 1768, la 22 août 1975 : des milliers de CRS et de gardes mobiles, appuyés par des hélicoptères militaires, et par un croiseur veillant dans le bras de Corse, se lancent à l'assaut d'une cave viticole d'Aléria occupée par quelques militants autonomistes armés de fusils de chasse. C'était la cave d'un des plus gros fraudeurs de vin en Corse. Pour beaucoup de travailleurs, c'est un choc : que s'est-il donc passé en Corse pour que la bourgeoisie en soit acculée ainsi à montrer son véritable visage?

Pour l'avocat général de cette Cour de Sûreté qui prétend juger les militants d'Aléria, il s'agit «d'un mouvement séditieux», ou de l'action «d'un intellectuel attiré par la violence» I Assez de mensonges. «Aléria est le résultat de deux siècles de préméditation», disait Edmond Siméoni devant cette même cour. Il y a déjà là un élément de réponse. A travers un reportage effectué ces dernières semaines, nous allons montrer la réalité Corse, les luttes qui s'y mènent en profondeur, et examiner les perspectives du mouvement autonomiste. Aujourd'hul, nous commencerons par le rappel d'une histoire mal connue.

Pour aider à mieux connaître tous les problèmes posés par cette réalité, nous invitons tous nos lecteurs, Corses vivant en Corse ou «exilés», camarades connaissant la réalité Corse, à transmettre au journal leurs contributions, leurs témoignages, leurs connaissances.

# LES CHIFFRES PARLENT



République Ligure préfère vendre la Corse à la monarchie française plutôt qu'engager une guerre contre le peuple Corse. Prix de l'île : deux millions de livres, payables... à tempérament i

Il a fallu un «corps expéditionnaire» de trente mille hommes (les soldats de Louis XV portaient un chapeau pointu, «pinsutu», en Corse, nom qui est resté pour qualifier les gens du «continent»...) pour imposer la domination de la monarchie française, contre les troupes du général Paoli, vaincues

à Ponte Novu.

La révolution démocratique bourgeoise de 1789 suscite des espoirs en Corse, et l'opposition des grands propriétaires fonciers. Sur cette période, les témoignages historiques sont contradictoires. une chose est sûre : l'accession de la bourgeoisie française comme classe dominante a ouvert une ère de développement économique important : le système de culture agropastoral se diversifie, l'arboriculture se développe, et une petite industrie apparait : outillage rural, meuneries, fabriques d'huile, industrie textile, mines de fer et de charbon, et même une petite industrie sidérurgique : en 1874, il y a trois usines sidérurgiques, à Bastia, Solenzara, Porte Vecchio I

40 000 MORTS EN 1914 I

A la veille de la boucherie impérialiste de 1914, la pement certain, qui s'est traduit par une forte poussée démographique. Parallèlement, les notables locaux, encouragés par l'Etat bourgeois, ont fait régner en maître le système des clans, fondé sur une sorte de loi tacite qui stipule que par reconnaissance «pour service rendu» (même s'il s'agit d'un droit), toute une famille se déclare solidaire du notable qui représente un clan. Solidarité au moment des élections, par exemple.

La guerre de 14 est l'occasion d'une énorme ponction parmi les forces vives du peuple corse : 40 000 hommes mobilisés ne reviendront pas. Cela représente 15 % de la population, contre 4 % à l'échelle nationale ! Cela, les Corses ne l'ont pas oublié.

Le développement économique de l'île que les obstacles de l'insularité avaient limité est brutalement arrêté. L'exode commence, massif. Les terres cultivées, surtout en céréales (ce qui fait sourire les «techniciens» agricoles d'aujourd'huil reviennent au maquis. Les usines et les mines ferment. Nombre de jeunes Corses, qu'on élève dans l'admiration de Napoléon, sont destinés à fournir des cadres de l'administration. sur le continent et surtout dans «l'empire colonial» que s'est taillé par les armes l'impérialisme francais. L'armée coloniale compte une proportion importante d'officiers et de sous-officiers corses... Les autres jeunes, contraints à l'exil, se concentrent dans les grandes villes du continent, Marseille, Paris... Cet exil était même accepté, non seulement comme une évidente nécessité, mais comme un bienfait, souvent accordé par le notable du clan. Et l'on entend encore des vieux dans les villages dire : «mon fils est allé réussir, sur le conti-

La Corse de 1957, année où la bourgeoisie française, décide, après l'irrésistible mouvement d'indépendance des peuples qu'elle dominait, d'englober la Corse dans son projet de réaménagement capitaliste, est le fruit de cette situation : disparition presque totale de l'agriculture, maintien d'un élevage arriéré, développement d'une mentalité d'assistés par le biais des pensions (qui ne sont qu'un droit, pour la plupart) «accordées» par l'intermédiaire du clan, mort lente de la culture du peuple Corse.

Le «Plan d'action régional» de 1957, visant à faire de la Corse «un bronze fesses» international, et à transformer la plaine orientale en une zone de monoculture viticole à haut rendement, va rompre cette lente dégradation, et dans le même temps être à l'origine de profondes luttes populaires.

# en bref... en bref... en bref..

- IRLANDE : Après l'annonce que 2 000 miliciens protestants étaient opérationnels «pour protéger la population», le gouvernement d'Irlande du Sud a demandé au gouvernement anglais de prendre des mesures immédiates contre toute milice protestante en Ulster.
- ROUMANIE-URSS:
   Au moment où le secrétaire du comité central du PCUS se rend en
  Roumanie, une certaine
  tension existe entre les
  deux pays, au sujet des
  rapports militaires entre les deux.
- JAPON:

  Le livre blanc de la défense au Japon a noté que la défense du Japon comptera encore sur les États-Unis, et

que le Japon ne cons-

truit pas son propre armement. Il s'est inquiété du déséquilibre des forces autour de l'archipel, faisant allusion à la présence soviétique.

URUGUAY:
 Le leader de l'opposition uruguayenne a
quitté l'Argentine où il
s'était réfugié depuis
juin 73. Après l'assassinat de deux anciens
parlementaires uruguayens par la police argentine, il compte se
réfugier en France.

· CHILI :

Kissinger, au cours de sa prochaîne tournée en Amérique Latine, passera au Chili, au moment où les Etats-Unis négocient un accroissement de leur aide militaire au Chili. . ISLANDE :

Le premier ministre et le ministre des affaires étrangères islandais se sont réunis avec un représentant du gouvernement anglais à Oslo, au sujet de la «guerre de la morue». Un projet d'accord a résulté de leur réunion. Les Islandais veulent avant tout le retrait des frégates anglaises de la partie de la mer réservée à l'Islande. Il semblerait que l'accord ne soit pas strict face à l'impérialisme britannique. Ce qui provoque des divisions dans le parlement islandais.

# INTERNATIONAL

### · CAMBODGE :

Une cinquantaine de Cambodgiens ont demandé à retourner dans leur pays. Cela s'ajoute aux 126 patriotes qui avaient fait la demande précédemment.

### . TUNISIE :

La grève des postiers en Tunisie s'est terminée le jeudi 27 mai. Cela fait 15 jours qu'ils é-taient en grève.

### . THAILANDE :

150 patriotes thailandais ont lancé l'assaut contre un poste de police dans le district de Takhun. Ils ont saisi 19 fusils et 2 postes de

. LIBAN : DES TIRS D'ARTILLERIE TOUTE L'APRÈS-MIDI DE DI-MANCHE: De violents tirs d'artillerie ont duré toute l'après-midi de dimanche.

Selon Eddé, un dirigeant chrétien, Kissinger aurait déclaré que «la paix ne reviendra au Liban que quand la Syrie contrôlera le pays». Il a dénoncé par ailleurs un complot pour «for-mer un petit Liban de 1 000 km², qui comprendra le siège du patriarcat maronite».

### OPEP: VERS **UN NOUVEAU** MODE DE CALCUL **DES PRIX** DU PETROLE

Les pays producteurs de pétrole ont décidé de maintenir le prix du pétrole brut à son niveau actuel, ce qui se prolongera peut-être jusqu'à la prochaine réunion ministérielle de l'OPEP en décembre prochain. La question des prix n'occupait qu'une place limitée dans les discussions de la conférence.

Les pays de l'OPEP ont cherché à simplifier considérablement les calculs des prix du brut. Jusqu'à présent, les pays occidentaux faisaient intervenir de multiples coefficients : les prix varient beaucoup d'un pays à l'autre, d'un puits à l'autre. La première décision a été de fonder ce calcul sur la valeur des produits raffinés extraits du pétrole brut, ce qui doit réduire les écarts entre les prix des différentes sortes de brut.

Par ailleurs, «la conférence a pris note des actions entreprises par certains pays consommateurs contre des pays membres de l'Organisation et de prendre les mesures appropriées si nécessaire pour protéger les intérêts légitimes des pays membres», souligne le communi-

Enfin, «les pays membres de l'OPEP membres du groupe des 77 soulignent l'importance de la solidarité à l'intérieur de ce groupe et appuient la déclaration de Manille», cette même déclaration qui a servi d'arme commune aux pays du Tiers Monde à la CNUCED.

LA VENTE D'UNE CENTRALE NUCLEAIRE FRANÇAISE A L'AFRIQUE DU SUD

# UNE AGRESSION CONTRE L'AFRIQUE

Une centrale nucléaire française va être vendue à l'Afrique du Sud. L'annonce en a été faite hier. Cette centrale sera capable de produire des quantités d'uranium suffisantes pour faire des bombes égales en puissance à dix fois celle lancée sur



Répression en Afrique du Sud et sous-marins français : la livraison d'armes renforcent le régime raciste.

Nagasaky, c'est une puissance de destruction terrible dirigée contre les ' pays africains de la région, pour la défense de l'«Occi-dent», comme le disent eux-mêmes les responsables racistes.

Les liens commerciaux et financiers que cet Etat entretient avec les pays d'Europe et les USA garantissent sa survie. Les, livraisons d'armes françaises, anglaises, américaines, allemandes, lui ont

C'est au terme d'une

concurrence acharnée que

les entreprises françaises.

Alsthom, Framatome et

SPIE Batignolles ont arra-

ché le marché de 4,7

milliards de francs que

leur disputait un consor-

tium dirigé par les Etats-

Unis. Selon la direction de

l'Electricité Sud africaine,

contrairement à la Hollan-

de et aux Etats-Unis, la

France n'aurait opposé

«aucun obstacle politi-

que» à la conclusion de

cet accord. La concurren-

ce acharnée que se livrent

les entreprises pour la conquête des marchés, appliquée à l'Afrique du

Sud à l'égard de laquelle

de sévères mesures d'em-

bargo ont été décidées par

l'ONU illustre le soutien

unanime que les pays occidentaux apportent à

ce régime.

l'Afrique du Sud dès 1968. D'importantes commandes d'armes étaient passées en avril 1975 à la suite d'un voyage de Segard en Afrique du Sud : 48 Mirages F 1, et 5 sous marins. En 1972, la France avait

permis de se constituer un puissant arsenal militaire contre les pays africains. et contre les peuples africains à l'intérieur même de l'Afrique du Sud. «Tout comme les puissances mondiales se préparent continuellement à la guerre, l'Afrique du Sud est bien décidée à être prête à faire face à tout conflit interne» déclarait le ministre de la défense d'Afrique du Sud.

Des engins blindés Panhard, des hélicoptères Freion et Aoulette, des Mirages, toutes sortes d'armes françaises sont utilisées en Namibie aujourd'hui, par les Sud africains, qui veulent continuer à dominer ce territoire riche et vaste. La France était devenue le premier fournisseur d'armes à

livré 3 sous marins Daphné, les premiers sous-marins de la marine Sud africaine. Le journal Afrika Post écrivait alors : «La marine sudafricaine pense qu'elle est le bastion avancé dans l'atlantique sud, ce qui n'est pas apprécié correctement par le Pentagone. Avec l'aide des sous marins livrés par la France, son rayon d'action s'est élargi».

La livraison actuelle de centrales nucléaires qui permettra à l'Afrique du

Sud de consolider son potentiel nucléaire est dans la droite ligne de la politique française à l'égard de l'Afrique du Sud : C'est un défi, une véritable agression contre les peuples africains. Elle consolide encore le régime raciste d'apartheid, que les pays occidentaux maintiennent au sud de l'Afrique, comme ils maintiennent Israël au Moyen Orient: une menace permanente contre l'Afrique.

G. CARRAT

# LE POTENTIEL NUCLÉAIRE DE L'AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud dispose de 20 % des réserves mondiales d'Uranium. Dans les mines d'or il est extrait en même temps que le minerai.

Cependant, loin de le comentièrement, mercialiser l'Afrique du Sud a constitué des stocks importants durant les années 60. Parallèlement, elle se lançait dans la recherche nucléaire avec l'aide des Etats-Unis. «A partir de 1953, l'Afrique du Sud devint un des principaux fournisseurs d'Uranium pour des usages militaires des USA» déclare un responsable américain. Ce rôle déclina au début des années 60. En retour à partir de 1961 les USA livrèrent de l'uranium enrichi pour les expériences. En 1972 l'Afrique du Sud construit avec l'aide de l'Allemagne de l'Ouest une usine d'enrichissement d'uranium à Pelabin-

L'Afrique du Sud et l'Alle-

magne de l'Ouest affirmèrent très haut quand le scandale éclata à la suite des révélations faites sur leur collaboration nucléaire, que toutes ces entreprises avaient un but purement «pacifique». En réalité les investissements engagés dans les projets nucléaires de l'Afrique du Sud sont économiquement démesurés, pour un pays qui dispose d'énormes ressources énergétiques notamment en charbon. Dès son origine, le programme nucléaire a un but agressif : «nous devons avoir une bombe pour prévenir les agressions des Etats Afro-asiatiques., l'argent n'est pas un problème, les capitaux pour une telle bombe sont disponibles», déclarait dès 1965 un responsable de ce programme. Ce que ne démentiront pas les multiples prises de positions de militaires et de dirigeants sud africains dans les années suivantes.

# **CNUCED: VERS LA VICTOIRE DU TIERS MONDE**

La commission des résolutions de la CNUCED, au terme d'une dure bataille, vient d'adopter le programme intégré sur les matières premières proposé par les pays du Tiers-Monde qui est proposé à l'Assemblée Générale. Il s'agit d'éviter les fluctuations des cours des produits de base, qui compromettent les ressources des pays du Tiers-Monde, d'améliorer les recettes d'exportation de ces pays, de leur faciliter l'accès aux marchés des pays industrialisés, et de promouvoir leur développement économique.

### LES MATIERES PREMIERES **UNE QUESTION** CRUCIALE

Cette question des matières premières est cruciale pour les pays en développement. Ainsi, le Zaĭre, le Pérou, la Zambie, ont pu voir leur principale ressource, l'exportation de cuivre, amputée des deux tiers par la spéculation en l'espace d'une année. La dette des pays du Tiers-Monde s'est encore considérablement accrue ces dernières années. les pays occidentaux leur faisant supporter le poids de leur crise de diverses manières.

Confrontés à cette situation, les pays du Tiers-Monde, réunis à Manille, avaient décidé de proposer à la CNUCED un fonds régulateur, permettant de financer des stocks pour stabiliser les prix. A cette proposition, les Etats- tions, et s'engageant mê- des grandes victoires rem-Unis par la voix de Kissinger, opposaient d'emblée un mode de financement par une banque, où les pays occidentaux auraient gardé le pouvoir de décision, et des négociations produit par produit, qui auraient laissé les pays en développement isolés face à des adversaires trop puissants.

### **ECHEC AUX COMPROMIS BOITEUX**

Se ralliant sur le premier point aux propositions du Tiers-Monde, Fourcade reprenait cependant sur le second les positions de Kissinger : la France essayait de se placer dans une situation favorable pour provoquer un compromis entre les deux thèses opposées. Peine perdue : les pays du Tiers-Monde tenant ferme sur leurs posi-

me les uns après les autres à prendre des mesures concrètes en faisant des versements au fonds unique, la tendance à l'acceptation pure et simple de leurs propositions se renforçait de jour en jour au sein même du groupe des pays occidentaux. Après des pays comme la Hollande et la Suède, c'est le représentant de la Grande Bretagne qui finissait par admettre qu'il «pouvait s'accomoder» de l'existence du fonds. Il ne restait plus, complètement isolés, que les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest pour s'y opposer.

### **TOUS LES EXPLOITEURS** BATTUS

Tels qu'ils se dessinent aujourd'hui, les résultats de la conférence de Nairobi pourraient bien être une

portées par le Tiers-Monde ces dernières années, non seulement contre la super-puissance américaine, mais aussi contre ceux qui, tels notre impérialisme, tentent de mettre sur pied des compromis boiteux. Dans cette affaire, les dirigeants soviétiques, qui indiquaient d'emblée que les solutions proposées par le Tiers-Monde étaient à leurs yeux inadéquates, feront également piètre figure. Leurs propositions «d'économie intégrée» à la façon de ce qu'ils font subir aux pays de l'est européen, n'auront été écoutées que d'une oreille distraite, par l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine, qui ont d'autres soucis que d'introduire ainsi chez eux de nouveaux exploiteurs.

# INTERNATIONAL

Protestation contre les 22 assassinats de militant's révolutionnaires iraniens

# SOUTIEN A LA LUTTE **DU PEUPLE IRANIEN**

Hoveyda, premier minis- manifestations de protestre, vient d'être reçu par les tation à Téhéran. représentants de l'impérialisme français. Cette entrevue s'est traduite par des marchés qui rapporteront dignation contre la venue sans doute aux capitalistes français de fructueux bénéfices.

Mais dans le même Iran, la SAVAK (police politique) traque, torture, et tue.

Cette visite a lieu au moment où le régime fasciste du Chah vient l'Union des Etudiants Irad'assassiner 22 militants révolutionnaires dont la plupart sont membres de Organisation des Gueril- UCJR.

Le représentant de la lero-Fedaï du Peuple, puis dictature iranienne, 10 étudiants dans des

Les organisation soussignées s'élèvent avec indu représentant de la dictature sanguinaire iranienne et dénoncent les derniers assassinats en Iran. Ils appellent tous les démocrates, tous les révolutionnaires à exprimer leur protestation et leur soutien à la lutte du peuple iranien en participant à la manifestation appelée par niens en France avec le soutien de CDP - L.O O.C.R. - OC.GOP - PCRmi

**MERCREDI 2 JUIN** 

18 h 30:

Métro: Oberkampf

# Espagne LES GRANDES MANOEUVRES

Il se confirme que le programme de réformes destinées à rénover le fascisme est en cours d'accélération. Cette semaine a été votée par les Cortès la loi sur le droit de réunion. Comme la loi sur le droit de grève, promulguée du temps de Franco, elle est fondée sur la demande d'autorisation préalable. Pour les réunions en lieu couvert, il faudra avertir les autorités 72 heures à l'avance de l'objet de la réunion et de son programme. Pour les réunions dans des lieux ouverts, ou sur la voie publique, le délai devra être de 10 jours, et la réunion pourra être interdite si elle met en péril l'ordre public, ou pour tout autre «motif fondé» ! Le 8 juin, les Cortès doivent se prononcer sur le projet de loi des «associations politiques». De source officieuse, on apprend que le référendum sur la mofidification des lois fondamentales du fascisme serait fixé au 15 octobre prochain.

Il est clair que toutes ces réformes, qui font des concessions «au comptegoutte» sont destinées à désamorçer le mouvement des masses et à préserver l'essentiel des intérêts de l'oligarchie. C'est dans ce but qu'il faut resituer les grandes manœuvres d'une

certaine opposition, en vue de préparer les élections de l'an prochain.

Il s'agit tout d'abord de la formation d'un Parti Social-Démocrate Unifié (PSDU) qui regroupe différentes organisations dont

est d'avoir trempé jusqu'au cou dans la politique franquiste jusqu'à ces dernières années. Tel est le cas de Pio Cabanillas, qui fut ministre de l'information de Franco jusqu'en octobre 74, et de M. Fernandez Ordonez, ancien président de l'institut national de l'industrie, qui définissent ainsi leurs objectifs : «attirer la partie de la bourgeoisie qui est de gauche sans être marxisten.

L'autre initiative est celle de la création du Parti Populaire Démocratique (PPD), très proche du regroupement précédent, dont le novau est le groupe TACITO, formé

d'intellectuels catholiques «libéraux» et de hauts fonctionnaires de l'administration actuelle. Ce sont ces groupes issus du franquisme qui bénéficieront le plus de la nouvelle loi sur les associations politiques.

Ces différentes manœuvres donnent du poids à l'idée de «pacte national». lancée par M. De Areilza. ministre des affaires étrangères et reprise cette semaine par Garrigues, ministre de la justice.

Une idée à laquelle l'opposition démocratique prête une oreille complaisante puisque cette semaine. Felipe Gonzalez, secrétaire du PSOE (Parti Socialiste, qui est membre de la Coordination Démocratique) a reconnu à Palma avoir eu des entretiens personnels avec Fraga Iribarne, ministre de l'intérieur et véritable chef du gouvernement.

La question qui reste posée est de savoir si les masses populaires, qui font preuve d'une très grande combativité, accepteront la démocratie mutilée qu'on leur prépare, ou non. Les luttes qui se mênent semaine après semaine dans toutes les parties de l'Etat espagnol permettent de dire que rien n'est encore joué.



# Liban

Les phalanges bombardeat les quartiers pauvres

Après l'assassinat de la sœur de Journblatt, «chef de file de la gauche libanaise», les combats se sont intensifiés à Beyrouth. Les Phalanges ont bombardé le camp palestinien de Sabra, le quartier de Nabaa, entouré par les milices réactionnaires, et l'aéroport de Beyrouth. Il semblerait que les Phalanges ont de nouveau recu des armes au port de Jounieh, contrôlé

Cette intensification des combats au moment où Sarkis, président actuel, devait discuter avec Joumblatt, montrent que les Phalanges sont gênées par une normalisation des relations entre ces deux parties.

Cette normalisation du conflit pourrait être un pas vers l'arabisation de l'affaire libanaise, ce qui représente un danger contre la Révolution Palestinienne et les forces patriotiques libanaises. Malgré cela, les Phalanges, qui sont pour le maintien du Liban hors du monde arabe, refusent une présence des Etats arabes au Liban. L'appel à l'arabisation de leur part sera leur dernière carte. Actuellement, elles semblent pouvoir s'en passer.

# LE VIETNAM, UN AN APRES

# ENTRETIEN AVEC ROGER PIC (4º et dernière partie)

une telle lutte entre deux systèmes opposés, il est préférable, plutôt que de brusquer les choses, d'aller petit à petit vers la socialisation du Sud-Vietnam en essayant de convaincre les gens des bienfaits du socialisme et en les amenant petit à petit à l'harmonisation avec le système du Nord. Il est certain qu'il y a un tas de gens qui ne voient pas ça d'un bon œil, qui s'opposeront même à ce cheminement lent vers le socialisme. Mais il y en a d'autres prêts petit à petit à s'adapter. J'ai été très frappé de voir, dans les milieux catholiques, la facon dont une certaine participation était en train

On considère qu'après

Pour les élections, on avait la possibilité de contester, de discuter les candidats qui étaient proposés. Car la véritable consultation, c'est là qu'elle se faisait. C'était dans les réunions de masse où les listes et les candidats venaient discuter avec la base. S'il y avait à la base des gens qui avaient des reproches à

de s'établir.

Mardi soir, la télévision diffusait sur Antenne II, un film de Roger Pic sur le Vietnam, un an après sa libération. Hormis le débat terne qui a suivi, où un nostalgique colonialiste de «L'Aurore» faisait pendant à un Américain qui n'avait rien vu du tout, le film en lui-même présentait une vue très intéressante du Vietnam nouveau, de ses difficultés et de ses espoirs. De la rééducation des drogués et des prostituées, à la remise en route des usines et au retour des réfugiés des villes à la campagne, c'est un pays qui réinvente la paix dans l'indépendance qu'il nous a été donné de

Nous avons rencontré Roger Pic, et nous avons eu un entretien avec lui sur ce qu'il a vu, sur la vie d'un peuple dont le nom, des dizaines d'années durant, a été synonyme de l'avant-poste de la lutte anti-impé-

formuler contre les candidats, c'est là qu'on le faisait et c'est là qu'on pouvait faire sauter des gens des listes. Après ces consultations à la base, les listes comprenaient seulement quelques noms de plus que la quantité des députés qui devaient être désignés dans chaque circonscription. Les candidats n'étaient que des patriotes, des gens qui avaient eu une action révolutionnaire ou qui n'avaient pas eu d'activité anti-révolutionnaires et qui étaient prêts à collaborer avec la révolution, qui

apportaient la preuve de certains sentiments patriotiques en faveur de

l'indépendance, qui n'avaient pas les mains sales, qui n'avaient rien qui les rattache à l'ancien régime.

Cela me parait correspondre assez à la lutte qui a été menée. Je ne vois pas très bien comment les autorités révolutionnaires auraient pu, sous prétexte de vouloir faire la preuve d'un système démocratique, laisser des anciennes personnalités soutenant le régime de Thieu se présenter de nouveau à des élections. Tous les gens de ce qu'on appellait la 3ème force ont pu se manifester, ce ne sont pas pour autant des gens issus des rangs de la Résistance.

# en bref

· EUROPE :

Le premier ministre belge, Tindemans, a appelé à voter contre les «communistes» italiens dans les prochaines élections: l'OTAN continue ses grandes manœuvres conte la venue au pouvoir du PaCM.

· URSS-ISRAEL :

Le spécialiste du Moyen-Orient de l'ambassade de l'URSS aux Etats-Unis a discuté avec l'ambassade israélienne, à la grande surprise des sionistes : que mijote-t-on encore à Moscou sur le Moyen-Orient ?

en bref

### . RHODESIE :

Le régime raciste de Rhodésie vient de condamner à mort 6 Africains pour détention d'armes. D'autre part, le régime vient de reconnaître que des révolutionnaires africains sont proches de la capitale, où ils se sont affrontés avec les forces rhodésiennes.

· Le roi Khaled de l'Arabie Séoudite vient d'effectuer un séjour en Iran. Les deux chefs d'Etat ont discuté du prix du pétrole et de la sécurité du golfe, où l'Iran a investi sa flotte.

### . JAPON :

Les travailleurs japonais de la base militaire américaine d'Okinawa ont fait grève à cause des licenciements. Depuis 1972, la base a licenciée 9.600 travail-

### · PAKISTAN :

Le premier ministre paskistanais, Bhutto, a déclaré à Pékin, au sujet du Cachemire : «...vis-à-vis des peuples de Jammu et du Cashemire, nous continuerons nos efforts pour parvenir à un règlement pacifique de notre différend avec l'Inde en ce qui concerne l'avenir de ces peuples. Mais nous n'accepterons pas de compromis sur les principes».

# A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES! -12-

# UNE MARCHANDISE COMME LES AUTRES ?

Le logement est aujourd'hui un produit de l'industrie du bâtiment, une marchandise comme une autre. Comme une autre 7 Pas tout-à-fait si l'on réfléchit bien. D'une télévision, d'une machine à laver, on peut se passer : beaucoup aujourd'hui encore y sont contraints. Mais sans toit, sans abri, sans feu, il n'y a plus de vie possible. Pour le capitaliste, un ouvrier sans logement, c'est un ouvrier qui ne peut plus renouveler sa force de travail. Or sans force de travail à exploiter, il n'y a pas non plus de profit, pas d'accroissement du capital.

Le logement est donc une nécessité économique. C'est ce que consacre d'ailleurs l'économie politique bourgeoise, en incluant dans le calcul du SMIC, le prix qu'il faut à l'ouvrier pour se loger. Ceci dit, la différence est énorme entre le taudis du XIXº siècle qui, même en France est loin d'avoir encore disparu, en particulier pour les travailleurs immigrés, et le logement moderne de l'ouvrier, genre HLM. C'est là en fait toute la marge qui sépare le logement conçu principalement comme devant répondre à un besoin minimum et le logement devenu marchandise, surtout depuis la reconstruction de l'après-guerre

# **Une autre fonction** du logement!

de l'industrie capitaliste. le rôle imparti au logement change considérablement. Il y a à cela plusieurs raisons.

· La première raison tient à la nécessité pour la bourgeoisie de loger la masse croissante des nouveaux prolétaires. Pour cela, et pour combler le déficit supplémentaire de logements dû aux destructions de la guerre, l'Etat bourgeois à la Libération développe la construction de logements HLM, dont il assure le financement.

· Avec le développement de la production et aussi le développement du prolétariat, sans cesse alimenté par la ruine des couches intermédiaires, artisans, paysans, les capitalistes sont confrontés non plus seulement à la question de la production mais à celle de sa vente. Il ne leur suffit pas en effet d'exploiter les travailleurs. il faut encore qu'ils parviennent à réaliser leur profit. Ceci les oblige à élargir la consommation des travailleurs.

Dans ce cadre, le logement acquiert une nouvelle importance. La bourgeoisie oriente la consommation des travailleurs vers l'équipement des logements, en créant de nouveaux besoins, en répandant une nouvelle image du bonheur dans un logement confortable, doté des équipements électro-ménagers, de la télévision et d'une foule d'accessoires.

 L'aggravation des conditions de travail, caractérisée par une intensification considérable du travail, par conséquent l'usure plus rapide de l'ouvrier, nécessitent une amélioration relative du confort du logement. Le taudis, dans les conditions de vie modernes ne per-

Avec le développement met pas d'assurer une Teproduction suffisante de la force de travail.

> · Autant la vie au XIXº siècle se passait avant tout en dehors du logement, dans la rue, autant cette vie sociale avec le nouveau rôle attribué au logement s'appauvrit. Il y a d'abord la séparation croissante entre les activités (travail, habitat, loisirs...), mais surtout de plus en plus la nouvelle conception du logement entraîne un repli sur soi, au sein de la famille : plus de lavoirs collectifs, mais des machines à laver, plus de bistrots, de lieux publics, mais une télé dans chaque appartement. Le nouveau logement est conçu pour qu'on y reste, qu'on y vive.

Le nouveau logement devait être le symbole de l'intégration possible de la classe ouvrière dans la société bourgeoise, en étant fondé sur le même modèle culturel que le logement de la bourgeoisie. Produits tous deux de l'industrie du bâtiment, leurs coûts de construction sont d'ailleurs relativement voisins. La différence de prix entre eux tient à leur mode de financement (les HLM bénéficiant de prêts à faible taux d'intérêt) et à leur situation dans l'espace urbain : logements de luxe dans le centre des villes et HLM dans les banlieues.

Mais en définitive, le logement n'est devenu une marchandise comme une autre que pour une petite fraction de la population qui peut choisir son logement comme on choisit un costume. Pour la masse, il ne pouvait donner que l'illusion de la jouissance des fruits de la croissance capitaliste, et en réalité une soumission accrue à la domination de la bourgeoisie.

# MYTHE BON-HEUR

A partir des années 50, pour s'assurer le ralliement d'une partie des travailleurs, la bourgeoisie s'appuya sur l'élargissement de la consommation et la croissance pour prétendre que la société capitaliste permettrait d'améliorer le niveau de vie des travailleurs dans tous les domaines. Jusqu'à l'apparition de la crise actuelle. ce thème de propagande garde un certain impact.

Dans ce système de propagande, sur l'amélioration croissante du niveau de vie des masses, deux éléments sont constamment mis en avant : l'automobile et l'équipement ménager. Que l'on se souvienne de ce discours de Pompidou mesurant la réussite du régime à la progression du nombre de machines à laver.

### L'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ

Le logement est au cœur de ce dispositif idéologique, la forme la plus achevée étant l'accession à la propriété, forme qui existait déjà depuis longtemps, mais qui connait un développement nouveau avec les «facilités» que lui accorde la bourgeoisie : prêts spéciaux épargne-logement...

Pour inciter à l'accession à la propriété, le patronat s'appuie sur l'aspect repoussoir des imineubles collectifs existants. Il développe également l'idée que le bonheur et la liberté sont liés à la propriété et qu'il vaut mieux payer pour posséder quelque chose que payer pour un loyer et ne

jamais rien posséder. Mais le mythe de la société de consommation ne passe pas seulement par l'accession à la propriété. Il se concrétise la course au logement le mieux situé, le plus étincelant.

### «L'INTÉRIEUR»

Dans la classe ouvrière, l'accent est mis sur l'aménagement intérieur du logement qui est rendu pratiquement indispensable. Il est devenu très difficile dans les conditions modernes d'habitat et avec le système de distribution, la coupure même la machine à laver, ainsi que la cuisinière à gaz ou électrique, les équipements des salles de bain sont devenus indispensables.

Tous ces équipements rendus nécessaires par le mode de vie urbain moderne, la bourgeoisie en a fait les symboles de la prétendue amélioration des conditions de vie C'est autour d'eux que s'est développé la mystification sur la société de consommation.

Ce modèle est encore utilisé dans la propagande de la bourgeoisie, mais actuellement, avec l'approfondissement de la crise de la société impérialiste française, un autre type de propagande se développe autour du thème de la «qualité de la vie», de «l'environnement». Par exemple cette publicité pour une ville nouvelle : «Melun Sénart, la province à 30 minutes

## LA SOLMER: pression sur sur les ouvriers

La Solmer, l'entreprise sidérurgique de Fos propose des prêts à son personnel : 20 000 francs pour les ouvriers, cinq fois plus pour les cadres. Le prét de 20 000 francs comprend un prêt de 5 000 francs, un prêt d'honneur gagé par la présence du travailleur pendant dix ans dans l'entreprise. Le reste, 15 000 francs avec intérêt de 4,5 % par an, Solmer compense auprès des banques la différence avec le taux d'intérêt officiel.

Sur ces bases, 45 % du sur les travailleurs.



personnel actuellement ont fait une demande, de prêt, et plusieurs centaines d'entre eux se sont lancés dans l'acquisition d'une maison de 150 000 francs, pour laquelle ils s'endettent pour vingt ans. La Solmer dispose ainsi d'un important moyen de pression

## LE LOGEMENT AU XIXème SIECLE

# Logement ou mansarde

Au XIXª siècle, le logement est réduit au strict minimum nécessaire à la reproduction de la force de travail : quatre murs, un toit constituent un logement dans lequel s'entassent parfois plusieurs familles. Pour l'essentiel, à cette époque, sa construction n'est pas assurée par les capitalistes, à de rares exceptions pres.

### LE REGNE DES PROPRIÉTAIRES IMMOBILIERS...

Dans les villes, le soin de loger les travailleurs, disons plutôt de les stocker, est confié à une couche en plein essor : celle des propriétaires immobiliers, qui sont pour l'essentiel des rentiers. Quiconque possède à cette époque un immeuble, ou simplement un bout de terrain, un jardin en ville, pour peu qu'il ait aussi quelques économies, voit s'ouvrir la possibilité de fantastiques revenus. Il suffit qu'il divise son immeuble, ou qu'il fasse



construire sur son terrain le maximum de mètres carrés de plancher possible, pour avoir du même coup le droit d'en exiger le loyer maximum possible, dont la seule limite est fixée par la possibilité pour la classe ouvrière de le payer. Le propriétaire est à cetté époque tout puissant,

c'est lui qui peut du jour au lendemain expulser son locataire si celui-ci ne répond pas aux conditions que lui-même a posées. Il n'y a pas à cette époque à proprement parler d'industrie du bâtiment. Hormis pour le propriétaire du terrain, la production de taudis n'est pas spécialement

rentable : il n'y a pas beaucoup de travail nécessaire pour construire un logement, et donc peu de plus-value à extorquer. des constructions plus confortables, elles ne trouveraient pas d'acquéreurs, étant donnée la faiblesse extrême des salaires, à laquelle ont tout intérêt les autres capitalistes.

### QUAND ON NE VIVAIT PAS DANS LE LOGEMENT

La vie à cette époque n'a d'ailleurs pas pour cadre essentiel le logement. Outre le fait que la durée de la journée de travail est beaucoup plus longue qu'aujourd'hui, une grande partie de la vie se passe dans la rue, dans le quartier, entre le marché, le trottoir, le bistrot pour les hommes, le lavoir pour les femmes. Le logement n'est que le dernier refuge, pour la

# **ECOLE**

# En Moselle l'école des patrons et des curés Un lecteur, enseignant à Douai qui souhaite que

s'instaure un débat sur l'école capitaliste dans les colonnes du journal, nous envoie un compte-rendu de lecture dont nous publions des extraits.

Vient de paraître chez Maspero, «Le capital, les travailleurs et l'école», de Lucie Tanguy. Aux travaux généraux sur l'école en France de Baudelot et Establet, dont les ouvrages (1) demeurent jusqu'à ce jour d'irremplacables instruments de travail, succède ici une étude sur l'école dans le département de la Moselle. Lucie Tanguy a voulu faire une analyse concrète d'une situation bien particulière. Les chiffres donnés au niveau national ne rendent pas compte en affet des différences locales : la scolarisation à Paris n'est pas la même qu'en Bretagne ou en Ariège.

Ainsi, si 35 % d'enfants d'ouvriers de 16 à 18 ans sont encore scolarisés au niveau national, ce chiffre tombe à 28,2% en moselle.

Le choix de la Moselle comme objet d'étude est dû à un double caractère : la prédominance des grands trusts métallurgiques et le caractère confessionnel de l'école en Lorraine

En Moselle régnent sans partage depuis un siècle les grands trusts sidérurgiques (De Wendel, Sidelor, Sacilor, Sollac). Pour ces trusts, un impératif: reproduire sur place un prolétariat industriel (les ouvriers de la grande industrie représentent la moitié de la population active mosellane)...

En Moselle régnent sans partage depuis un siècle les grands trusts sidérurgiques (De Wendel. Sidelor, Sacilor, Sollac). Pour ces trusts, un impératif: reproduire sur place un prolétariat industriel (les ouvriers de la grande industrie représentent la moitié de la population active mosellane).

L'école en Moselle présente un certain nombre de caractéristiques qu'on a l'habitude (le SNI par exemple) de considérer comme des «survivances» d'un autre âge.

La Moselle étant aflemande de 1871 à 1918, la loi Falloux ne fut jamais abrogée. Les caractères essentiels de cette loi demeurent : l'obligation d'enseigner la religion à l'école primaire, dans les écoles normales ; division des écoles en école catholique, protestante, israélite, avec droit d'inspection des ministres du culte. Si dans les faits, la part de la religion est maintenant réduite (1 heure hebdo) le statut demeure et l'église et le patronat y tiennent. Lucie Tanguy refuse de voir là un anachronisme : le statut de l'école en Moselle est un effet des rapports de classe en Lorraine. L'école mosellane accentue les traits les plus répressifs et les plus réactionnaires de l'école capitaliste en France, dans une région où l'église, liée au patronat, est toujours en 1976 une force politique.

Il est à remarquer par ailleurs la sous-scolarisation endémique de la Moselle : un taux de scolarisation de 21,2 pour les garçons de 18 ans en Moselle, contre 30,2 en France (18,6 et 32,4 pour les filles)...

### La formation des travailleurs dans les CET: un partage entre l'Etat, le patronat et l'église

Il existe en Moselle trois sortes de C.E.T : C.E.T d'état, C.E.T patronaux existant parfois dans l'usine, C.E.T confessionnels

Les chiffres montrent que les C.E.T d'état préparent plutôt aux métiers des bureaux, les C.E.T patronaux plus directement aux métiers de l'industrie...

Les C.E.T privés patronaux forment de la maind'œuvre pour la sidérurgie. 41 % des garçons préparant ces métiers sont formés sur place dans les C.E.T des entreprises. Ayant ses propres C.E.T. le patronat de Moselle forme exactement le nombre de travailleurs dont il a besoin, avec la qualification qui convient. Il veut aussi s'assurer des

ouvriers «dociles, soumis aux impératifs du profit» en faisant d'amples efforts pour leur inculquer l'idéogie dominante.

On retrouve une même division dans les C.E.T de filles : plus nombreuses dans les C.E.T d'état, elles sont surtout scolarisées dans les sections commerciales...

d'apprentis. Les P.M.E de mécanique pourront utiliser beaucoup d'apprentis : ce sont surtout les ateliers de mécanique qui préparent les OS de la grande industrie en maintenant les apprentis dans une sous-qualification ! Plus que de donner une formation professionnelle véritable, il s'agit de former une force de travail

qu'en y renversant l'hégémonie bourgeoise, que le changement ne peut venir que de la lutte des classes. Mais peut-on soutenir que de même que la petite bourgeoisie a contraint l'état à développer plus que prévu le secondaire, il s'agit maintenant pour la classe ouvrière de faire se développer la formation professionnelle? On voit



Les sections ménagères restent le monopole des C.E.T. patronaux ou religieux, les filles doivent devenir de bonnes ménagères. La fonction essentielle de ces boîtes est principalement idéologi-

Par ailleurs, le travail de Lucie Tanguy confirme ce qu'on savait déjà : les fils d'ouvriers ont moins de chance d'accéder au C.E.T que les fils de cadres supérieurs d'aller en faculté : pour eux, le C.E.T est une promotion!

En Moselle, en 74-75, sur 10 465 élèves en 5° III, CPPN-CPA (classes pratiques), 3620 seulement entreront au C.E.T.

De plus, tous ceux qui entrent, n'achèvent pas leurs études : l'élimination est plus massive que dans les lycées (27 % à la fin de la 1º annéel. Le taux de réussite au CAP est de 52 % seulement contre 65.3 au BAC (au niveau national).

Ceux qui n'ont pu entrer au C.E.T ou qui en ont été éliminés n'ont plus que la ressource de l'apprentissage : on devient apprenti à cause de l'échec scolaire.

L'apprentissage : mode de formation professionnelle ou préparation d'ouvriers non qualifiés pour la sidérurgie ?

La sidérurgie consomme une grande quantité de force de travail, et peu solide phisiquement et soumise idéologiquement : l'apprentissage en atelier est un meilleur moule que l'école...

### Les illusions sur le C.E.T.

En Moselle, les C.E.T se développent moins vite que les autres établissements, moins que les CPPN-CPA. Ce qui s'expliquerait par la déqualification massive du travail, donc par le besoin accru d'une main-d'œuvre non qualifiée.

Pour L. Tanguy, actuellement les CET seraient l'institution la moins défavorable aux enfants des travailleurs: ils formeraient des ouvriers instruits et qualifiés, «armes essentielles de leur émancipation». Ils peuvent, même si actuellement «elles ne sont pas en harmonie», combiner la théorie et la pratique.

Rien n'est moins évident: on sait à quel matraquage idéologique sont soumis les élèves (2). De plus, l'opposition théorie-pratique ne se superpose pas à l'opposition travail manuel-travail intellectuel. L'atelier est une pratique coupée de la production. Et en période de crise, de chômage, le CET sert aussi à maintenir les jeunes le plus longtemps possible hors de la production, sans donner à tous pour autant une qualifica-

Certes, L. Tanguy dénonce bien les positions petites-bourgeoises sur l'école, montrant qu'on ne pourra changer l'école pointer là, l'oreille révisionniste : transformer les CPPN-CPA (classes préparatoires apprentissage), en CET, ouvrir les CET à la vie (mais quelle vie ?) N'estce pas vouloir renforcer un système oppressif répondant aux besoins exclusifs du capitalisme?

Ambiguités donc même si le livre de Lucie Tanguy est incontestablement utile, dans la mesure où il montre bien le fonctionnement du système, le lien profond de l'école à la structure sociale, rend compte justement des disparités lorraines. C'est un élément au débat sur l'école, encore que les questions essentielles ne soient qu'esquissées.

Non seulement l'école ne pourra changer d'ellemême, mais seule la prise en charge de l'école par les travailleurs, ouvriers et paysans, permettra la «révolutionnarisation idéologique» (%), mais aussi, les questions immédiates : que faire concrètement maintenant dans les écoles, les quartiers pour contrer le système sélectif ? Quel doit être le rôle des enseignants et des parents progressistes ou communistes ?

NOTES : (1) L'école capitaliste en France : l'école primaire divise (Maspero) (2) Cf le livre, malheureusement difficile de C. Grignon «L'ordre des choses» Ed. de Minuit (B). Voir le remarquable recueil de texte des AAFA: «La révolutionnarisation idéologique en République Populaire d'Albanie».

# Scandales marseillais

# **BIENTÔT GISCARD** À LA BARRE

Révélations sur révélations dans l'«affaire Ceccaldi». Différentes sociétés immobilières marseillaises (EGCB et SOAO) avaient, malgré une gestion inquiétante, bénéficié de prêts de 7,5 milliards d'anciens francs de la part de la Caisse centrale du Crédit Coopératif. Le magistrat, chargé de l'affaire aurait découvert que l'EGCB et les dix sociétés qui gravitent autour auraient recu près de 43 milliards d'anciens francs de la Caisse Centrale du Crédit Coopératif, organisme qui est sous la tutelle du ministère des Finances, lequel était dirigé à l'époque par un certain Giscard d'Estaing (Valéry) et un certain Chirac (Jacques) pour secré-

«Peut-on faire un rapprochement entre le fait que ces 2 hauts personnages aient été à ce moment-là au ministère les commissions rogatoires qui ont été ordonnées par le juge, n'aient pas été exécutées dans les délais ?» «Vous avez entendu dire comme moi qu'elles seront exécutées plus tard, c'est à dire quand tous les dossiers auront disparu» a déclaré Defferre à Europe n°1.

Le juge d'instruction Di Guardi vient de délivrer ne commission rogatoire à la police, lui permettant de perquisitionner dans les services des finances, rue de Rivoli. Lecanuet commence à blêmir. D'autant que dernièrement, un promoteur douteux, Guiol, qui a beaucoup trop construit dans le département de Dijoud vient d'être mis en prison. D'autant que, d'après le Canard Enchainé, le juge Locques s'apprêterait à transmettre plus haut le dossier de la

prison clandestine d'Ardes Finances et le fait que renc, où la police détenait leurs immigrés. Autre tuile, le juge Pagès, vient de délivrer une commission rogatoire pour «déterminer les conditions d'acheminement des documents divulgués» après la publication d'une correspondance confidentielle de Madame Ceccaldi, envoyée au ministère de l'éduction nationale. Dans cette lettre, elle demandait une amutation conditionnelle» ; le pouvoir en la publiant avait fait gommer l'adjectif «conditionnelle» pour tenter de justifier la mutation du substitut à Hazebrouck» ! Décidément, le dossier marseillais ressemble de plus en plus à un piège pour Lecanuet. Voici que les éclaboussures rejaillissent même sur Giscard. Avec un peu de chance, on verra bientôt, espérons-le, Giscard à la barre !

# CINEMA

# «Taxi driver» primé à Cannes

# PONIATOWSKI DERRIERE L'ECRAN ...

Le Festival de Cannes s'est achevé vendredi, Les financiers du cinéma, producteurs et autres distributeurs sont repartis après avoir mis la dernière main aux contrats négociés ces derniers mois après avoir choisi les films qui inonderont le marché dans les mois à venir. Pendant ce temps, la vitrine de «qualité» que prétend être le Festival officiel s'est ornée d'une nouvelle Palme d'Or : «Taxi Driver» (chauffeur de taxi) de l'américain Martin Soorsese.

Déjà présent en 1974 à la Quinzaine des Réalisateurs avec «Mean Street», puis en compétition en 1975 avec «Alice n'est plus ici», Scorsese obtient cette année le prix.

«Taxi Driver» il faut le rappeler, c'est d'abord le plus gros succès de l'année aux Etats-Unis : plus de sept millions de dollars de recette depuis sa sortie à New-York en février.

Ce succès s'explique : reflet du malaise de l'Amérique, le film s'appuie sur une réalité sordide, celle du New-York nocturne. Des gens qui sont abattus au coin d'une rue par des inconnus, les prostituées et leurs souteneurs, les millions de poubelles sur les trottoirs, voilà le monde que côtoie le personnage principal du film. Ancien marine au Vietnam, il est devenu chauffeur de taxi de nuit, parce que ce qu'il a connu à la guerre l'a traumatisé au point de ne pouvoir trouver le sommeil. Dans sa vie terne et solitaire, il finit par trouver un but : arracher une jeune prostituée au milieu, à la maffia. Il massacre impitoyablement tous ceux qui entourent la prostituée, et devient momentanément une sorte de héros national.

Comment ne pas adhérer à «l'écœurement devant la pourriture engendrée par le système impérialiste américain ? Là réside la profonde démagogie du film qui escamote toute analyse des origines de cette pourriture, préférant se pencher sur la psychologie du chauffeur de taxi. Quand il tente d'assassiner un candidat aux présidentielles, il le fait pour des raisons personnelles. De toutes façons, ce qu'il reproche aux politiciens beaux parleurs c'est seulement de ne pas passer aux actes du «nettoyage» qu'il souhaite.

film, c'est le monde des truands et, très secondairement celui des politiciens véreux. En aucun cas, ce n'est le système lui-même. Le chauffeur de taxi n'a aucun projet politique précis, il est censé symboliser la «majorité silencieuse qui ne fait pas de politique» et qui veut une Amérique «propre», celle précisément que les divers candidats aux présidentielles U.S. s'emploient à promettre à leurs électeurs, en ce moment. Thème réactionnaire qui suppose un amalgame entre gangsters, drogués... et révolutionnaires opposés à l'Amérique, des partisans de l'ordre et la sécurité de la classe capitaliste.

Plus dangereux encore, le film laisse entendre que face aux «fauteurs de trouble» chadun a le droit de «tirer dedans», de pratiquer la justice directe, façon, en même temps, de s'affirmer comme un être supérieur aux autres. L'exemple en France des milices de Sommedieue et d'ailleurs montre le côté fascisant de cette démarche. En ce sens, le film n'est pas loin du discours ordinaire



Dans chaque rue, il y a un inconnu qui rêve d'être quelqu'un. C'est un homme scul, oublie, qui cherche désesperement à prouver qu'il existe

Etre quelqu'un... en «nettoyant» l'Amérique...

distillé par les feuilles fascistes du genre «Minute».

Neutraliser la lutte contre la bourgeoisie par l'amalgame entre les manifestations les plus sordides de son système et la contestation de celui-ci n'est-ce pas aussi le sens des campagnes contre la violence et la criminalité

auxquelles Giscard et Ponia nous invitent régulièrement à adhérer ? Les distributeurs français ne vont pas manquer de donner le maximum de publicité à un film qui sert si bien la politique de notre bourgeoisie.

C. ANCHER

# Programme té lé

### LUNDI 31 MAI

### TF1

18 h 30 - A la bonne heure 19 h 00 - Château Espérance

feuilleton 19 h 40 - Une minute pour

les femmes

Alors, raconte 20 h 30 - «Ouragan sur le Caine», d'E. Dmy-tryck (1954)

22 h 30 - Monde sans frontières, Buenos Aile tango au lever du jour

### A2

18 h 45 - Le palmarés des enfants

Des chiffres et des

19 h 45 -Y'a un truc

20 h 00 Journal

La tête et les jam-20 h 30 -

21 h 50 - Nathalie Sarraute, portrait d'une inconnue

### FR 3

18 h 45 - Pour les jeunes 19 h 05 - Emissions régiona-

19 h 40 - Tribune libre

20 h 00 - Les jeux

20 h 30 - La caravane de feu de B. Kennedy (67)

# feuilleton HON DAT

Après avoir aidé quatre soldats à déserter, Madame Ba Ou revient au village.

> 39° ÉPISODE LA SEANCE DE CINÉMA

Quand elle arriva près du village, elle entendit un brouhaha de voix. On aurait dit une ruche en alerte. Les soldats vociféraient. (...)

Des soldats obligent la population à aller assister à la séance de cinéma, devant la grotte.

Comme Mme Ba Ou estimait que sa présence était nécessaire sur les lieux, elle s'y rendit sans protester. En chemin elle rencontra un groupe de villageois, les derniers raflés.

Quand ils arrivèrent devant la grotte, le terrain vague était plein de monde. Les hautparleurs, suspendus en haut des perches, recommandaient à la population de ne pas troubler l'ordre. Mais on s'agitait et se parlait dans un indescriptible vacarme. Sanh, le sous-lieutenant des services psychologiques, mis en vedette, se pavanait. Dans les hauts-parleurs, sa voix frémissait d'enthousiasme. Il était comblé de voir son idée se réaliser. Le générateur fonctionnait, l'écran était mis en place, une nombreuse assistance, un millier de personnes au moins,

Malgré le tapage, l'officier décida de commencer. De sa voix la plus solennelle il s'adressa aux

-Chers compatriotes | j'ai l'honneur de vous présenter aujourd'hui un film des plus palpitants dont le commandement vient de nous gratifier. J'attire votre attention sur ceci : il s'agit d'un film sur la bataille de Thuong Cam Linh en Corée. Les vaillantes troupes américaines y ont remporté une victoire grandiose.

L'obscurité se fit. La séance commença. On vit l'écran se remplir d'avions, puis de fantassins. Les soldats américains, casqués d'acier, couraient derrière des chars armés de longs canons.

retardiffe cheweet about a region of the Michael People of Michael



Ces premières images eurent pour d'apaiser le tumulte.

Dans la grotte, le groupe de garde pouvait tout

-Action psychologique, dit Hai Thep. Ne pouvant venir à bout de notre résistance, ils cherchent à nous démoraliser par le cinéma ! On va bien voir.

Fusil pointé, Ngan ouvrit ses grands yeux. Malgré l'éloignement, il vit sur l'écran les explosions des obus, les gerbes de fumée, les casques luisants, puis les jambes enserrées dans les molletières des troupes sino-coréennes qui

s'enfonçaient dans une grotte profonde. Il pensa : «Les rôles doivent être tenus par des soldats de Li Seung-man et de Tchiang Kai-La colonne sino-coréenne était acculée dans

DE ANH DUC

une grotte par l'aviation, les chars et l'infanterie U.S Sacré nom, jura Ngan. Ils dénaturent tout. J'ai

vu un film là-dessus tourné par nos camarades chinois, peu avant la paix. Moi aussi | dit Trong.

- Apportez-moi un porte-voix !

J'y vais.

Sur l'écran les engagements devenaient acharnés. Les soldats U.S. montaient plusieurs fois à l'assaut de la grotte. Ils étaient refoulés. Mais peu à peu tous les puits à margelle étaient pris l'un après l'autre. Les assiégés souffraient de la faim et de la soif et se décourageaient. Les Américains attaquaient en force. Les soldats sino-coréens tombaient devant la grotte en lächant leurs mitraillettes.

Les hauts-parleurs ne cessaient de hurler des commentaires.

La voix de Sanh s'excita :

Les communistes chinois et nord-coréens sont des gens entêtés. Assiégés, ils refusent de capituler. Les forces américaines sont obligées de faire sauter la grotte. Voici les Américains qui apportent des explosifs |

Sur l'écran apparurent des soldats américains qui s'élançaient, une charge de dynamite sur l'épaule, sous un violent feu de protection. A la fin, la montagne saufait en projetant en l'air un nuage de poussière et une pluie de rochers.

Sanh ajouta en guise de conclusion :

vous venez de voir dans le film.

Committee beautiful to to to to to the order of the sales of the sales of the

-Chers compatriotes, vous avez vu comment une aussi grande montagne a sauté. Une petite colline comme Hon Dat ne saurait tenir.

Les haut-parleurs se tournèrent vers la grotte et la voix du sous-lieutenant se fit exaltante : - Allô ! Allô ! vous êtes assiégés. On vous conseille de vous rendre. Sinon, l'armée républicaine sera forcée de raser cette colline, comme

# LES INTERDICTIONS PROFESSIONNELLES

REPORTAGE DE MARC ANDRÉ ET GÉRARD LINKEN

L'ASSASSINAT

DE GUNTHER ROUTHIE

Cette affaire à propos de laquelle le professeur

Christian Sigrist a été inquiété pour la position qu'il a prise, est exemplaire du comportement conjugué justicepolice. Ouvrier à Mannesman, Gunther Routhie avait été victime d'un licenciement avec plusieurs de ses

camarades pour leur attitude combative dans l'usine. Ayant porté plaints au tribunal, il était allé à la salle

où devait être rendu le jugement avec ses camarades,

une petite manifestation venue le soutenir attendait

dehors. Le jugement rendu donnait, ce n'était pas une surprise, raison au patron. Il y eut dans la salle un

mouvement de protestation important, et la police intervint très brutalement quand l'un des travailleurs

présents tenta de faire un discours à la fenêtre du tribunal devant la manifestation rassemblée à l'extérieur.

La brutalité et la sauvagerie des forces de police

s'acharnèrent particulièrement sur Gunther Routhie, bien que son fils qui était à côté de lui ait indiqué aussitôt que

son père était malade et qu'il fallait faire très attention ;

Gunther Routhie d'ailleurs n'opposait aucune résistance.

Embarqué au commissariat, il devait quelques heures

plus tard être acheminé à l'hôpital gravement malade. Il

Après cet assassinat, la police déclara cyniquement qu'il n'y avait aucun rapport entre les coups qu'il avait

reçus et sa mort, affirmant de manière désinvolte que s'

souffrait d'hémophilie, il n'avait pas à sortir de chez lui pour aller manifester au tribunal. Devant l'ampleur qu'a

pu prendre le mouvement de protestation, la justice

n'hésitait pas et poursuivait systématiquement pour

diffamation ceux qui réclamaient l'ouverture d'une

commission d'enquête après la mort de Gunther Routhie.

Un déploiement policier sans précédent fut mis en place

le jour de l'enterrement dans un rayon de 50 kilomètres,

contrôle des voitures aux bretelles d'autoroutes, patrouil-

les en ville : pour être suspect, il suffisait d'être à

plusieurs dans la voiture, et de porter un costume

sombre ! 5000 personnes étaient présentes à l'enterre-

ment sous le nez de la police qui fichait les voitures,

filmait les visages. De nombreuses personnes ayant pris

part à cet enterrement furent inquiétées par la suite, tout

comme ceux qui ont distribué des tracts, signé des

pétitions demandant une enquête sur la mort de Routhie.

devait décéder quelques jours plus tard.

Interdictions professionnelles : depuis 1972, 650 000 agents de la fonction publique ont été vérifiés, près de 2 000 en ont été exclus à vie (voir QdP de samedi). L'Allemagne de 76 préfigure-t-elle un système que M. Poniatowski voudrait appliquer si on comprend bien les menaces qu'il faisait tout récemment à la

tribune de l'assemblée contre les fonctionnaires soupçonnés de ne pas être de zélés défenseurs de la politique gouvernementale.

Poursuivant la description de ce système des interdictions professionnelles, nous publions aujourd'hui deux témoignages.

# MENACÉ D'INTERDICTION POUR AVOIR DENONCÉ UN ASSASSINAT POLICIER

INTERVIEW DU PROFESSEUR SIGRIST

— Depuis quand le ministre a-t-il entamé une procédure d'interdiction contre toi?

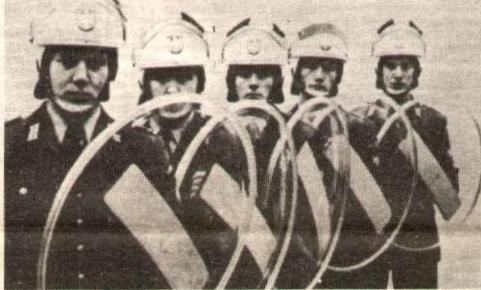
- Le ministre a ouvert une enquête après mon arrestation pour distribution de tracts. Le tract dénonçait l'assassinat par la police de Gunther Routhie, et exigeait l'ouverture d'une enquête. Si ie me suis mobilisé sur cette affaire et si j'ai accepté d'aller distribuer ce tract à 150 km de là où j'habite, c'est que, mis au courant par un de mes étudiants, j'avais l'impression que la police fait là-bas vraiment tout pour étouffer la vérité, empêcher que n'éclatent ses véritables responsabilités : cela me semblait très inquiétant.

Le professeur Sigrist enseigne à Munster où Il est titulaire d'une chaire d'ethnologie. Militant du SPD de 54 à 67, il l'a quitté à cette époque à cause de l'attitude du SPD sur la guerre du Vietnam et à cause de la promulgation de nouvelles lois d'exception. Il anime actuellement l'association d'amitié de l'Allemagne avec la Guinée Bissau et participe au comité international pour la défense des prisonniers politiques en Europe, ainsi qu'au comité contre la torture dans les prisons de RFA.

# - Qu'a donné l'enquête

Le ministre a commencé par faire une bêtise qui en dit long sur ce qu'il cherche à faire en réalité. Parce que l'enquête qu'il a demandée : portait sur deux motifs. Le premier, c'est le tract sur l'affaire Routhie. Le deuxième c'est curieusement un document critique que j'avais fait contre un de mes collègues Papalikas. Il est professeur à Bochum et a commencé ses études sous le III\* Reich avec une bourse de Goebbels, il a écrit une thèse fasciste sur le parti de masse. Il a tracassé beaucoup de ses étudiants qui l'ont attaqué comme fasciste : il a fait un procès, et moi j'ai fait un rapport pour prouver que dans ses écrits, il 'est vraiment révélé fasciste.

- Alors on cherche à t'exclure parce que tu ne



respectes pas «l'ordre fondamental libre et démocratique», mais on prend la défense de fascistes avérés qui, eux visiblement, s'accomodent bien de cet ordre là l

- Tout à fait ! Ce qui me permettait de montrer l'esprit fasciste qui présidait à ces poursuites. Le ministre avait d'ailleurs joint à mon dossier un troisième motif, des articles que j'avais écrits sur le soutien que la RFA apportait aux colonialistes portugais et aux racistes sud-africains, un autre article sur la torture dans les prisons en RFA. C'est donc contraire à la constitution de dire que l'Allemagne est un pays impérialiste, un pays où l'on torture les prisonniers politiques!

 La procédure d'exclusion a-t-elle déjà été conclue?

Non. Mais il faut voir que je suis aussi dans une position privilégiée, si on peut dire. La solidarité sur le plan national et surtout international à beaucoup contribué à les faire hésiter. Ils n'aiment pas que la réalité du régime soit révélée à l'extérieur et ils font même des contreoffensives : conférence à l'étranger pour justifier leur politique... Mais ils emploient d'autres moyens pour détruire les gens en essayant de les couper des autres personnes. Ils ne s'attaquent pas forcément directement à moi, mais à ceux qui me connaissent. Par exemple, à 6 heures du matin, la police investit une communauté d'habita-

tion pour demander à une jeune fille si elle me connait... Alors évidemment, ca n'encourage pas les étudiants ou les collégiens à nouer des contacts avec moi, même s'ils sont d'accord avec moi. D'ailleurs, depuis que je suis inquiété, quelques étudiants ont préféré aller étudier avec un autre professeur, tel autre n'ose plus me raccompagner chez moi en voiture... C'est aussi de cette manière là qu'ils essaient de me faire renoncer.

 Jusqu'où va la tracasserie policière ?

Moi, je suis constamment sous surveillance. Par exemple, tous les flics de la ville, pas la police politique seulement, mais tous les flics en service ont mon numéro de voiture et doivent noter. quand ils me reperent, d'où je viens, où je vais... Par exemple, des amis viennent me voir, on sort de chez moi pour faire une petite promenade à pied ; survient à l'improviste, comme par hasard, une voiture de police qui s'arrête et vérifie nos identités. Ces pressions, ces tentatives pour m'isoler, sont extrêmement pesantes et difficiles à supporter. Pour moi, par exemple, elles jouent inévitablement sur mon état de santé, j'ai pu le constater quand je vais enseigner à l'étranger, où je me sens beaucoup mieux. Cela la police le sait et elle en use !

 Penses-tu que un coup d'arrêt peut être donné à cette politique d'interdiction professionnelle? - La situation est difficile : en France, je me souviens, De Gaulle disait, on ne peut pas arrêter Sartre, en Allemagne, si on peut I La situation est aujourd'hui aussi clarifiée dans une certaine mesure. En 68-69, le marxisme était en avogue», les dangers moins importants. Aujourd'hui, on connait ceux qui persévèrent, ceux sur qui on peut compter. Maintenant c'est vrai, la egauche» est très divisée et cela atténue la riposte.

# DU LYCÉE...

## ...AU CIMETIÈRE

Kurt Holl était professeur de lycée à Cologne et avait réussi son examen d'Etat pour son admission définitive au poste d'enseignant. Cette admission a été refusée par les autorités fédérales de l'éducation en application du «décret sur les radicaux». Que lui est-il reproché ? «En 68, 69 lorsque j'étais encore étudiant et membre du SDS, j'avais participé à plusieurs manifestations : contre la guerre au Vietnam, contre la presse Springer après l'attentat contre Rudi Dutchke... et déjà à cette époque, la police politique cherchait à me faire arrêter en portant plainte contre moin déclare Kurt Holl. Depuis, il est sur la liste noire, même si les procès

faits contre lui n'ont pas abouti, même si son casier judiciaire est vierge.

Le directeur de son école, par ailleurs membre du SPD et membre du même syndicat que Holl. l'avait dénoncé pour sa participation à un comité contre les interdictions professionnelles. Le même directeur n'hésitera pas à appeler la police pour faire, arrêter deux élèves accusés avec toute la classe de Holl de s'être solidarisés avec leur professeur.

Quant au KPD, le parti révisionniste lui même frappé par les interdictions professionnelles; il a refusé la participation de Kurt Holl au comité contre les interdictions professionnelles qu'il anime. Motif : on ne peut pas travailler avec quelqu'un qui pourrait réellement être contre la constitution (Holl est marxiste-léniniste).

Licencié, Holl n'a pas droit au chômage puisqu'il n'y a pas de chômage prévu dans la fonction publique (c'est ce qu'on lui a répondu) : l'assistance publique lui offre 500 F. par mois plus le loyer contre un travail de quatre heures par jour... au cimetière. Elle le retirera précipitamment du cimetière quand elle verra qu'il y développe un travail politique parmi le personnel. Depuis, Kurt Holl est toujours sans travail. Il participe activement à la lutte contre les interdictions professionnelles.